

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES
Commission de Supervision des Assurances

وزارة المالية
لجنة الإشراف على التأمينات
الرئيس

Le Président
N°...../CSA/Président.

رقم/ل إت /الرئيس.

Instruction n°~~04~~.du ..~~21 NOV. 2024~~ relative au devoir de vigilance à l'égard de la clientèle en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive.

Article 1er : En application des dispositions du règlement n° 01 du 06 novembre 2024, relatif aux obligations des assujettis en matière d'assurance, au titre de la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, la présente instruction a pour objet de préciser les mesures de vigilance à l'égard de la clientèle et des opérations que doivent observer les sociétés d'assurance et/ou de réassurance et les courtiers d'assurance, ci-après désignés «assujettis ».

Titre I - Politique d'acceptation de la clientèle et procédures internes

Art. 2. — Les assujettis doivent définir et mettre en œuvre une politique claire d'acceptation de la clientèle qui vise à déterminer les conditions d'établissement, de maintien ou de refus de la relation d'affaires ou d'exécution d'une opération à titre occasionnel ainsi que des mesures de vigilance appropriées à mettre en œuvre. Cette politique d'acceptation des clients doit permettre de détailler les catégories de risque qui peuvent être attribuées aux relations d'affaires qu'ils établissent en tenant compte de l'évaluation globale des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, ainsi qu'à la taille et la nature de leur activité.

Cette évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive associés à chaque relation d'affaires, doit permettre l'établissement d'un profil de la relation d'affaires, en vue d'exercer la vigilance constante, et l'allocation efficiente des ressources.



La politique d'acceptation de la clientèle doit permettre de détecter les types de clients susceptibles de présenter un risque élevé de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive afin de les soumettre à un examen approprié et à une décision de la direction générale ou du directoire quant à leur acceptation.

Elle ne doit, cependant, pas être trop restrictive au point de priver les personnes financièrement ou socialement défavorisées de l'accès aux services assurantiels de base.

Art. 3.— Lors de l'évaluation individuelle du risque de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive associée à chaque relation d'affaires ou à une opération à titre occasionnel, les assujettis doivent prendre en compte l'ensemble des informations relatives aux caractéristiques du client ainsi qu'à l'objet et à la nature de la relation d'affaires ou de l'opération occasionnelle.

Cette évaluation doit notamment inclure les facteurs de risques pertinents comme l'activité du client, la source de ses revenus et de son patrimoine, la nature et l'objet du compte, le pays de résidence, les produits et services utilisés, les activités commerciales, ainsi que d'autres indicateurs de risques axés sur le client afin de déterminer la nature et le niveau des mesures de vigilance appropriées à mettre en œuvre.

Art. 4. — Les assujettis doivent mettre en place des procédures internes pour l'ensemble de leurs activités, qui précisent :

- les modalités de définition du profil de risque de chaque relation d'affaires et les modalités de mise à jour de ce profil selon une approche fondée sur les risques ;
- les mesures de vigilance requises en fonction du profil de risque de chaque relation d'affaires, identifié par l'évaluation mentionnée à l'article 3 ;
- les critères de détection des opérations atypiques ainsi que l'ensemble des diligences requises en vue de soumettre ces opérations à une analyse appropriée, pour en confirmer ou infirmer le caractère suspect et procéder s'il y a lieu à une déclaration de soupçon auprès de la Cellule de Traitement du Renseignement Financier ;
- les modalités d'information et de déclaration des opérations suspectes à la Cellule de Traitement du Renseignement Financier ;
- les modalités de conservation des informations et documents.

La définition et la mise en œuvre de ces politiques et procédures impliquent un engagement de la direction générale ou du directoire, qui doit exiger un suivi permanent quant à leur saine et harmonieuse implementation, notamment par le



biais de procédures de contrôle interne des risques liés au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et au financement de la prolifération des armes de destruction massive, qui doit en évaluer l'exécution et en rapporter toute déficience, à l'effet d'engager les mesures correctives appropriées pour y remédier.

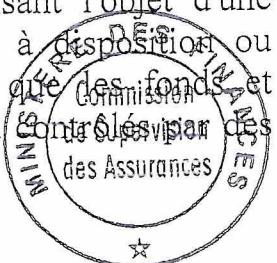
Lesdites politiques et procédures internes doivent être formalisées par écrit et être suffisamment précises pour permettre leur mise en œuvre opérationnelle. Elles sont régulièrement mises à jour et à la disposition des personnels concernés.

Les assujettis doivent mettre en œuvre des procédures de sélection et garantissant l'embauche des employés, selon des critères de compétence élevés.

Titre II – Mesures de vigilances à l'égard de la clientèle

Art. 5. — Avant l'entrée en relation d'affaires ou l'exécution d'une opération occasionnelle, les assujettis doivent appliquer les mesures suivantes :

- a) identifier et vérifier l'identité des clients (personnes physiques, morales, organisations à but non lucratif), leurs mandataires ainsi que toute personne prétendant agir pour le compte du client, au moyen de documents, données et informations de sources fiables et indépendantes ;
- b) identifier le bénéficiaire effectif et prendre des mesures raisonnables pour vérifier son identité, à l'aide d'informations ou données pertinentes obtenues d'une source fiable et indépendantes, de sorte qu'ils aient l'assurance qu'ils savent qui est le bénéficiaire effectif ;
- c) établir l'objet et la nature envisagée de la relation d'affaires et de l'opération occasionnelle ;
- d) prendre immédiatement les mesures nécessaires pour obtenir, dans les meilleurs délais, tous les renseignements utiles pour une bonne identification du client, dans le cas où les données disponibles sont insuffisantes ;
- e) s'assurer de la bonne application des mesures de gel et/ou de saisie de fonds et biens et d'interdiction de mise à disposition ou d'utilisation des fonds ou ressources économiques à l'ensemble de leurs activités. À cet effet, les assujettis mettent en place un dispositif garantissant la consultation et la vérification continues et permanentes de la liste récapitulative des sanctions ainsi que de la liste nationale. Les procédures internes doivent prévoir des mécanismes de détection, immédiatement, sans délais et sans préavis, de toute opération réalisée au bénéfice d'une personne faisant l'objet d'une mesure de gel et/ou de saisie et d'interdiction de mise à disposition ou d'utilisation des fonds et ressources économiques ainsi que des fonds et ressources économiques détenus, appartenant, possédés ou contrôlés par des personnes qui font l'objet desdites mesures ;



f) vérifier et s'assurer de la véracité des données ou des documents remis par les clients lors de l'identification, par tous moyens possibles en cas de soupçon sur leur véracité ;

g) prendre des mesures de vigilance renforcée à l'égard de leur clientèle avant de compléter la transaction ou la demande du client, en cas de soupçon de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme ou de financement de la prolifération des armes de destruction massive, ou d'un doute sur l'exactitude, la véracité, ou la pertinence des données d'identification du client précédemment obtenues ;

h) veiller à ce que les documents, données ou informations obtenus dans le cadre des mesures de vigilance soient constamment à jour et appropriés, notamment les clients présentant des risques identifiés plus élevés ;

i) s'abstenir d'ouvrir ou de conserver des comptes anonymes ou numérotés, ou des comptes sous des noms manifestement fictifs.

Lorsque l'assujetti ne peut pas respecter les obligations de vigilance à l'égard de la clientèle visées ci-dessus, ou que les opérations effectuées par le client au cours de la relation d'affaires ne sont pas cohérentes avec la connaissance qu'elle a de ce dernier, elle ne doit pas, selon le cas : ni ouvrir de compte, ni établir de relation d'affaires, ni effectuer l'opération. En outre, l'assujetti doit mettre un terme à la relation d'affaires, clôturer le compte et, le cas échéant, établir et transmettre une déclaration de soupçon.

Titre III - Identification et vérification de l'identité de la clientèle

Art. 6. — Les assujettis doivent déterminer les mesures de vigilance élémentaires pour identifier tous les clients ainsi que des vérifications proportionnées au niveau de risque de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive associé aux clients. Conformément aux dispositions de l'article 7 du règlement n°01 susvisé, lorsque les risques sont plus élevés, les assujettis doivent prévoir des mesures de vigilance renforcées pour les atténuer et les gérer. Lorsqu'il est établi que les risques sont plus faibles, des mesures de vigilances simplifiées peuvent être appliquées conformément aux prescriptions de l'article 15 dudit règlement.

Art. 7. — L'identification de la clientèle intervient avant l'établissement de la relation d'affaires ou l'exécution de l'opération occasionnelle, elle consiste à recueillir sur une base déclarative tous les renseignements relatifs à l'identité et l'activité du client, permettant à l'assujetti d'établir le profil du client, le fonctionnement envisagé de son compte et déterminer le niveau de risque associé à l'effet d'adapter le niveau de vigilance à observer.



Art. 8. — Les assujettis sont tenus de déterminer et d'identifier le ou les bénéficiaires effectifs de leurs clients personnes morales.

Par bénéficiaire effectif, désigne la ou les personnes physiques qui, en dernier ressort:

1. Détiennent ou exercent un contrôle sur un client, le mandataire de ce client ou le bénéficiaire des contrats d'assurance-vie ; et/ou de tout autre produit d'investissement en lien avec une assurance par tout moyen direct ou indirect
2. Agissent au nom de la personne physique pour laquelle une opération est réalisée ou une relation d'affaires est établie.

Sont également considérées comme bénéficiaires effectifs les personnes qui exercent un contrôle final sur une personne morale ou une construction juridique.

En l'absence de bénéficiaires effectifs identifiables selon les critères susmentionnés, le dirigeant principal de l'entité peut être désigné comme bénéficiaire effectif, sous réserve pour l'assujetti de pouvoir justifier les mesures de vérification exhaustives entreprises pour identifier le véritable bénéficiaire effectif.

Dans le cadre de cette identification, l'assujetti doit, de surcroît, analyser les mécanismes de contrôle de manière approfondie, notamment en examinant :

- les décideurs stratégiques capables d'influencer les contrats, accords ou décisions ayant un impact majeur sur les opérations ou la stratégie de la personne morale ;
- les membres du conseil d'administration ou les dirigeants ayant le pouvoir de révoquer ou nommer des membres de direction ;
- les personnes physiques exerçant un contrôle par des liens familiaux ou des relations personnelles étroites ;
- le pouvoir de bloquer les décisions importantes de la personne morale ;
- le droit de percevoir au moins 20 % des actifs lors de la dissolution de la personne morale.

Art. 9. — Pour lui permettre de dresser le profil de risque du client, l'assujetti doit se doter d'un questionnaire « connaître son client - KYC » renseigné et signé sous la propre responsabilité du client (ou de son représentant légal), dans lequel doivent figurer les données et renseignements relatifs aux caractéristiques de ce dernier, ainsi que l'objet et la nature de la relation d'affaires envisagée ou de l'opération occasionnelle. Doivent ainsi être recueillis, notamment les renseignements ci-après :

1- Clients personnes physiques (y compris les personnes agissant à leur compte de celui-ci)

- l'identité du client (ses nom et prénoms, date et lieu de naissance)



- l'adresse du domicile à jour au moment où les éléments sont recueillis ;
- la nationalité du client ;
- la qualité de résident ou de non-résident ;
- la profession ou les fonctions exercées de manière suffisamment claire et précise et l'affiliation du client (salarié, profession libérale, commerçant, etc....) ;
- la nature et l'objet attendu de la relation d'affaires ;
- les données sur son patrimoine, ses revenus et autres mouvements d'affaires à confier à l'assujetti ainsi que la provenance des fonds, le cas échéant ;
- les modalités d'utilisation du ou des comptes ouverts (virement, encaissement/paiement de chèques, etc...)

2- *Clients personnes morales (y compris les organisations à but non lucratif)*

- la dénomination, la forme juridique ;
- l'adresse du siège social et l'adresse de l'un des principaux lieux d'activité si celles-ci sont différentes ;
- l'identité des actionnaires ou associés, des membres fondateurs et dirigeants, ainsi que des représentants légaux ou de leurs équivalents en droit étranger de la personne morale et de l'organisation à but non lucratif ;
- les éléments concernant la structure de propriété et de contrôle de la personne morale, permettant d'identifier la personne physique qui exerce, en dernier ressort, un contrôle sur celle-ci ou, à défaut, occupe la position de dirigeant principal ;
- la nature et l'objet attendu de la relation d'affaires ;
- les données sur les revenus et autres mouvements d'affaires à confier à l'assujetti, ainsi que les sources de ces mouvements le cas échéant ;

Les personnes morales concernées incluent aussi bien celles régies par le droit algérien que les formes juridiques créées à l'étranger, y compris les constructions juridiques et les trusts.

3- *Les bénéficiaires effectifs*

- les nom et prénoms, date et lieu de naissance ;
- l'adresse du domicile à jour au moment où les éléments sont recueillis ;
- les modalités et l'étendue du contrôle exercé sur la personne morale ;
- la date à laquelle la ou les personnes physiques sont devenues bénéficiaires effectifs de la personne morale.

Les assujettis doivent en sus des éléments d'identification cités ci-dessus, recueillir les pouvoirs et les autorisations accordés respectivement, aux mandataires et aux personnes prétendant agir pour le compte du client. À cet effet, ils collectent un document justifiant leur qualité de représentants.

Les assujettis peuvent, s'ils estiment cela nécessaire, demander toutes supplémentaires auprès de leurs clients.



Art. 10. — La vérification de l'identité du client intervient avant l'établissement de la relation d'affaires ou l'exécution de l'opération occasionnelle, elle consiste pour l'assujetti à vérifier l'exactitude des informations collectées sur le client, via le questionnaire « connaître son client - KYC » visé à l'article 09 de la présente instruction, au moyen de document(s) probant(s).

- Pour une personne physique, la vérification de l'identité s'effectue au moyen de ses documents officiels originaux, en cours de validité, et comportant sa photographie. La vérification de son adresse se fait par la présentation d'un document officiel en établissant la preuve. L'assujetti doit conserver une copie des documents officiels originaux présentés par le client ;
- Pour une personne morale, la vérification de l'identité s'effectue par le biais de l'original de ses statuts et de tout document officiel établissant qu'elle est légalement enregistrée ou agréée, comportant sa dénomination, sa forme juridique, l'adresse de son siège social et l'identité de ses actionnaires ou associés et dirigeants, ainsi que de ses représentants légaux ou de leurs équivalents en droit étranger. L'assujetti doit conserver une copie desdits documents ;
- Pour le(s) bénéficiaire(s) effectif(s), la vérification de l'identité s'effectue au moyen de ses documents officiels originaux, en cours de validité, et comportant sa photographie, vérifiée au moyen de sources fiables et indépendantes. En cas de risque élevé, d'autres documents supplémentaires, incluant la preuve de la provenance des fonds ainsi que la documentation certifiée, doivent être également recueillis.

Art. 11. — L'assujetti doit définir de manière précise les documents probants et les sources fiables et indépendantes d'information acceptés aux fins de vérification de l'identité de son client, de toute personne agissant pour celui-ci et des bénéficiaires effectifs. Les sources d'informations auxquelles l'assujetti a recours doivent permettre d'acquérir un niveau élevé de certitude quant à l'identité d'une personne. Sont notamment considérées comme sources fiables et indépendantes : les administrations locales et centrales, les bases de données publiques accessibles, et le centre national du registre du commerce ou toutes autres sources internationales reconnues.

Lorsque l'assujetti constate des divergences entre les informations figurant dans les registres publics, y compris l'absence d'enregistrement de ces informations, et celles obtenues auprès du client ou d'autres sources fiables et indépendantes lors de l'exercice de la vigilance à l'égard de la clientèle, il doit signaler ces divergences



aux institutions gestionnaires des registres publics qu'ils aient été constatés, lors de l'entrée en relation d'affaires ou lors de l'actualisation du dossier client.

Art. 12. — Lorsqu'il ressort de l'évaluation individuelle des risques, conduite en application de l'article 3 de la présente instruction, que le risque associé au client ou à l'opération occasionnelle est élevé, ou lorsque le client ou l'opération relève d'une des situations mentionnées à l'article 27 ci-après, l'assujetti doit renforcer sa vigilance. Les mesures de vigilance renforcée susceptibles d'être adoptées comprennent, notamment :

- l'obtention d'informations supplémentaires sur le client, et la mise à jour à une fréquence rapprochée des données d'identification du client et du bénéficiaire effectif ;
- l'obtention d'informations supplémentaires sur la nature envisagée de la relation d'affaires ;
- l'obtention d'informations sur l'origine des fonds ou l'origine du patrimoine du client. Ces informations peuvent être obtenues en interrogeant le client ou/et en consultant des sources fiables et indépendantes ;
- l'obtention d'informations plus étendues sur les raisons des opérations envisagées (destination des fonds, objet des opérations) ;
- l'autorisation de la direction générale ou du directoire pour établir ou maintenir la relation d'affaires ;
- la réalisation du premier paiement par l'intermédiaire d'un compte ouvert au nom du client auprès d'un autre assujetti à des normes de vigilance similaires ;
- l'augmentation du nombre et de la fréquence des contrôles et la sélection des types ou modèles d'opérations qui nécessitent un examen plus approfondi.

Art. 13. — Lorsqu'il ressort de l'évaluation individuelle des risques conduites en application de l'article 3 de la présente instruction que le risque associé au client ou à l'opération occasionnelle est faible, ou lorsque le client ou l'opération relève de l'une des situations mentionnées à l'article 28 ci-après, et qu'il n'existe pas de soupçon de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, l'assujetti peut alléger les mesures de vigilance. Les mesures de vigilance simplifiée se traduisent par les contrôles et vérifications ci-après :

- vérification de l'identité du client et du bénéficiaire effectif après établissement de la relation d'affaires. La mise en œuvre des mesures de vérification doit néanmoins intervenir dans un délai raisonnable après l'entrée en relation d'affaires et au plus tard avant la réalisation de la première opération sur le compte ou de l'exécution de l'opération occasionnelle ;
- réduction de la fréquence des mises à jour des éléments d'identification du client ;
- réduction de l'intensité de la vigilance constante et de la profondeur de l'examen des opérations sur la base d'un seuil raisonnable.



Titre IV – Mesures de Vigilance dans le cadre des relations d'affaires à distance

Art. 14. — L'assujetti doit faire preuve d'une vigilance renforcée dans le cadre des relations d'affaires où la présence physique du client n'est pas requise. En conséquence, des mesures de diligence supplémentaires doivent être appliquées, notamment :

- la comparaison des données et informations obtenues du client avec d'autres informations provenant de sources fiables et indépendantes, permettant de valider la véracité des éléments fournis ;
- l'organisation d'un entretien direct avec le client dans un délai raisonnable afin de compléter l'identification et d'assurer la cohérence des informations.

Titre V – Actualisation de la connaissance client : mise à jour des données

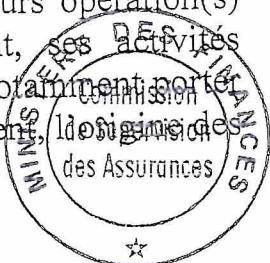
Art. 15. — Les assujettis doivent s'assurer que les informations et les documents obtenus dans le cadre de la mise en œuvre de leur devoir de vigilance à l'égard de leur clientèle restent à jour, exacts et pertinents. Ils actualisent les informations, les données et les documents obtenus, en temps opportun et de manière appropriée pendant toute la durée de la relation d'affaires selon une approche fondée sur les risques.

Les assujettis doivent prévoir dans leur procédure interne, les modalités de mise à jour de la connaissance de leur client en définissant la fréquence de la mise à jour ainsi que la nature des informations à mettre à jour.

La fréquence de la mise à jour ainsi que la nature des informations à mettre à jour, doivent être adaptées au niveau de risque de blanchiment de l'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive présenté par la relation d'affaires, sans pouvoir excéder un an (1) lorsque le niveau de risque associé au client est élevé.

La mise à jour intervient également dans les cas suivants :

- changement significatif dans la relation d'affaires, y compris tout changement de bénéficiaire effectif, de personnes agissant pour le compte du client, développement d'un nouveau produit ou service-;
- aux fins de traitement d'une alerte relative à une ou plusieurs opération(s) atypique(s) incohérente(s) avec la connaissance du client, ses activités commerciales et son profil de risque. Cette mise à jour peut notamment porter sur l'activité du client, les revenus/ situation financière du client, l'origine des fonds, l'objet de l'opération ;



- à l'occasion d'une modification substantielle des normes de documentation sur la clientèle ou d'un changement important dans le mode de gestion du compte ainsi que dans les situations b et c citées dans l'article 09 du règlement n° 01 du 06 novembre 2024, susvisé.

Art. 16. — Les assujettis doivent analyser les informations, données et documents mis à jour afin de réévaluer le profil de risque du client.

Art. 17. — Les assujettis doivent mettre en place un dispositif de contrôle interne adapté à la taille et à la nature de l'activité et doté de moyens humains suffisants pour s'assurer de la mise à jour régulière des éléments de connaissance de leur client en fonction d'une approche fondée sur les risques et de la pertinence des documents, données et informations collectés à cette fin.

A cet égard, les assujettis doivent définir :

- un calendrier détaillé pour l'actualisation de la connaissance client en fonction de la catégorie de risque auquel appartient le client (faible, normal, élevé) ainsi que la nature et l'étendue des vérifications à opérer, en veillant à renforcer les mesures de vigilance pour les risques élevés et à alléger celles pour les risques faibles
- les rôles et les responsabilités, en désignant des personnes ou équipes spécifiques chargées de la mise à jour des données, et en précisant les fonctions et responsabilités de chaque intervenant dans ce processus en fonction du niveau de risque;
- s'assurer que les documents et informations mis à jour sont pertinents et suffisants pour la gestion du risque.

Art. 18. — Si après l'ouverture d'un compte apparaissent des problèmes de mise à jour des éléments d'informations d'identification d'un client, l'assujetti doit clôturer le compte, en informer le titulaire, la Cellule de Traitement du Renseignement Financier et l'autorité de contrôle des assurances, et restituer le solde sauf stipulation contraire d'une autorité compétente. L'assujetti doit également cesser la relation d'affaires avec le client.

Titre VI - Surveillance continue des opérations

Art. 19. — L'assujetti doit exercer une vigilance constante à l'égard de la relation d'affaires, en procédant à un examen, adéquat et proportionné aux risques, des opérations effectuées pendant toute la durée de cette relation d'affaires. La surveillance continue des opérations doit reposer sur des informations à jour concernant les clients et doit permettre à l'assujetti de détecter de manière fiable les transactions inhabituelles ou suspectes.



Art. 20. — L'assujetti est tenue de disposer de procédures internes adéquates permettant, sur la base de son évaluation globale des risques, de formaliser (a) les critères et (b) seuils de significativité permettant d'identifier des opérations atypiques.

(a) Doivent être inclus notamment les critères suivants :

- toute opération particulièrement complexe;
- opération d'un montant anormalement élevé compte tenu de la connaissance client;
- toute opération effectuée dans des conditions inhabituelles compte tenu de l'activité normalement attendue ou habituelle du client ;
- toutes opérations qui portent notamment sur des montants, en liquide, sans relation avec les transactions habituelles ou concevables du client ;
- toute opération ne paraissant pas avoir de justification économique ou d'objet licite ;
- toute opération qui dépasse, le cas échéant, le seuil fixé par la réglementation en vigueur ;
- les opérations réalisées par des personnes établies dans des pays qui n'appliquent pas ou appliquent de manière insuffisante les normes internationales sur la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, tels que publiés par la Cellule de Traitement du Renseignement Financier.

(b) Les seuils de significativité doivent être adaptés notamment à la nature de la clientèle, aux moyens de paiement, au montant moyen des opérations effectuées, aux zones géographiques concernées par les opérations.

Art. 21. — Le système de surveillance des opérations doit couvrir toutes les activités et tous les comptes de la clientèle, et doit permettre de déceler rapidement les opérations ayant un caractère inhabituel ou suspect en vue de les soumettre à un examen approfondi pour déterminer si ces opérations sont susceptibles d'être liées au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et au financement de la prolifération des armes de destruction massive.

Le système de surveillance peut être automatisé, toutefois, lorsque la nature et le volume des opérations ne justifient pas l'utilisation d'un tel système, un système manuel peut être mis en place.

Ce système de surveillance doit :

- 1- couvrir l'intégralité des comptes et contrats des clients et de leurs opérations
- 2- être basé sur des critères précis et pertinents, fixés par chaque assujetti en tenant compte, notamment, des caractéristiques de sa clientèle, des pays



zones géographiques concernées, des produits, services, opérations et canaux de distribution, et être suffisamment discriminants pour permettre de détecter efficacement les opérations atypiques ;

- 3- permettre une détection rapide de ces opérations ;
 - 4- faire l'objet d'un examen périodique de sa pertinence en vue de l'adapter, au besoin, en fonction de l'évolution de la clientèle qu'elles ont, des produits et/ou des services qu'elles fournissent (interface et/ou canal de distribution), des pays ou zones géographiques dans lesquelles les transactions sont effectuées.

En cas de soupçon, l'assujetti doit faire une déclaration de soupçon à la Cellule de Traitement du Renseignement Financier quel que soit le montant de l'opération.

Art. 22. — Les assujettis doivent disposer de moyens humains suffisants pour analyser les alertes générées par le système de surveillance des opérations. En outre, le personnel concerné par le traitement de ces alertes doit disposer d'une qualification et d'une formation suffisante ainsi qu'un accès à toutes les informations internes nécessaires à l'exercice de sa mission.

Titre VII – Dispositions relatives aux pays à risque-

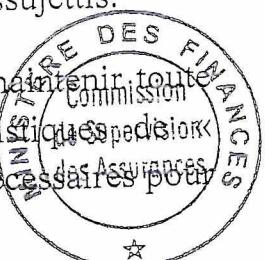
Art. 23. — Les assujettis doivent appliquer les procédures de diligence renforcée suivantes aux relations d'affaires effectuées avec des personnes physiques et morales, y compris les institutions financières des pays identifiés par la Cellule de Traitement des Renseignements Financiers comme présentant un risque élevé de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, conformément aux critères définis par le Groupe d'Action Financière (GAFI) ou selon l'appréciation indépendante de la Cellule de Traitement des Renseignements Financiers :

- toute mesure ou procédure renforcée supplémentaire communiquée par la cellule ;
 - toute autre procédure renforcée ayant un effet similaire pour atténuer les risques.

Les assujettis doivent également appliquer des contre-mesures relatives aux pays à haut risque, telles que communiquées par la Cellule de Traitement des Renseignements Financiers.

La liste des pays à risque élevé ainsi que les contre-mesures sont publiés sur le site web officiel de la Cellule de Traitement du Renseignement Financier, à cet égard, des notifications sont effectuées par la Cellule de Traitement des Renseignements Financiers pour assurer la bonne application des ces mesures par les assujettis.

Art. 24. — Les assujettis sont tenus de s'abstenir d'établir ou de maintenir toute relation d'affaires avec des entités qui répondent aux caractéristiques ^{de la Commission des Assurances} ~~spéciales~~ ^{de la Commission des Assurances} institutions fictives ». Ils doivent également effectuer les diligences nécessaires pour



s'assurer que leurs correspondants étrangers ne permettent pas à des institutions fictives d'accéder à leurs comptes ou de les utiliser de manière directe ou indirecte.

Titre VIII – Dispositions particulières sur les constructions juridiques-trusts

Art. 25. — On entend par construction juridique : Toute entité non régie par la législation en vigueur, y compris les trusts, constituée à l'étranger dans le cadre d'un contrat ou d'un accord par lequel une personne met des biens à la disposition d'une autre personne ou sous son contrôle pour une durée déterminée, avec l'intention de les gérer au profit d'un bénéficiaire spécifique ou dans un but défini. Ces biens ne sont alors pas considérés comme faisant partie du patrimoine de la personne qui en assure la gestion ou le contrôle.

Préalablement à l'entrée en relation d'affaires ou à la réalisation de toute opération, y compris occasionnelle, avec des entités juridiques non résidentes ou des structures équivalentes telles que les trusts ou autres constructions juridiques étrangères, l'assujetti doit recueillir les informations suivantes :

- la dénomination complète de l'entité ;
- les éléments de constitution de l'entité, incluant ses statuts, actes constitutifs, ou tout autre document d'enregistrement officiel dans le pays d'origine ;
- l'identité du constituant, du ou des trustees, du protecteur, des bénéficiaires ou de la catégorie de bénéficiaires, ainsi que de toute autre personne physique exerçant un contrôle effectif sur la structure, y compris à travers une chaîne de contrôle/propriété ;
- l'identité des bénéficiaires effectifs, incluant toute personne physique qui, en dernier ressort, détient ou contrôle l'entité, directement ou indirectement, par l'intermédiaire de parts, actions, ou tout autre instrument juridique ;
- les pouvoirs attribués aux personnes concernées, ainsi que les noms et rôles des personnes occupant des fonctions de direction ou de gestion ;
- les objectifs poursuivis par l'entité, ainsi que les modalités de gestion et de représentation de l'entité, y compris toute information sur la manière dont les décisions sont prises ;
- l'adresse du siège social, et si elle est différente, l'adresse de l'un des principaux lieux d'activité, ainsi que le lieu de résidence du représentant légal de l'entité ;
- les documents supplémentaires nécessaires pour établir la chaîne de contrôle/propriété, notamment lorsque la structure de contrôle est complexe, ou lorsqu'elle implique plusieurs intermédiaires ou juridictions.

L'assujetti doit vérifier les informations ci-dessus au moyen de tout document constitutif de preuve et conserver une copie de ces documents.



Art. 26. — L'assujetti doit mettre en œuvre les mesures suivantes pour identifier et vérifier les bénéficiaires effectifs des constructions juridiques, des trusts ou des entités juridiques étrangères :

- recueillir des informations complètes permettant d'identifier chaque bénéficiaire effectif, en incluant toute personne physique exerçant un contrôle direct ou indirect sur l'entité, ainsi que ceux détenant des droits économiques, financiers ou de gestion ;
- exiger des renseignements supplémentaires sur la nature et l'étendue de la participation de chaque bénéficiaire effectif, y compris les droits de propriété, de contrôle ou d'influence exercés, qu'ils soient directs ou indirects ;
- vérifier l'identité de chaque bénéficiaire effectif en s'appuyant sur des documents probants, indépendants et fiables, tels que les registres officiels, les documents notariés, ou tout autre document certifié ;
- s'assurer que les informations sur les bénéficiaires effectifs sont mises à jour régulièrement, notamment lors de changements significatifs dans la structure de contrôle ou de propriété de l'entité ;
- conserver une copie de tous les documents et informations obtenus relatifs aux bénéficiaires ;
- appliquer toute autre mesure jugée nécessaire pour atteindre un niveau de certitude élevé dans l'identification et la vérification des bénéficiaires effectifs.

Titre IX – L'adaptation du niveau de vigilance selon la nature et le niveau du risque

Art. 27. — Le degré et la nature de la surveillance de la relation d'affaires présentant des risques plus élevés doivent être renforcés conformément à l'article 12 de la présente instruction dans les cas suivants :

a- Les clients présentant, par nature, un risque élevé

- les clients identifiés par l'assujetti dans le cadre de l'analyse et l'évaluation des risques ;
- la relation d'affaires se déroule dans des circonstances inhabituelles ;
- les clients non-résidents ;
- les sociétés dont le capital est détenu par des mandataires ;
- les activités nécessitant beaucoup d'espèces ;
- la structure de la propriété de la société semble inhabituelle ou excessivement complexe au regard de la nature de l'activité de la société ;
- les personnes politiquement exposées ;
- les personnes politiquement exposées appartenant aux organisations internationales ;



- les organisations à but non lucratif ;
- les constructions juridiques établies à l'étranger, y compris les trusts.

b- Les opérations effectuées par le client avec certains pays ou liées à ces pays

- les pays identifiés par des sources crédibles telles que les rapports d'évaluation mutuelle ou d'évaluation détaillée ou des rapports de suivi publiés, comme n'étant pas dotés d'un dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive satisfaisant ;
- les pays soumis à des sanctions, des embargos ou des mesures similaires prises par exemple, par les Nations Unies ;
- les pays identifiés par des sources crédibles comme étant caractérisés par des niveaux considérables de corruption ou autres activités criminelles ;
- les pays ou zones géographiques identifiés par des sources crédibles comme apportant des financements ou un soutien à des activités terroristes ou dans lesquels opèrent des organisations terroristes désignées ;
- les pays qui souffrent de conditions politiques et sécuritaires qui entravent leur engagement envers les recommandations du Groupe d'action financière.

c- Les produits et services utilisés par le client ainsi que certaines opérations

- gestion de patrimoine et de fortune ;
- opérations en espèces non identifiées ;
- opérations qui n'impliquent pas la présence physique des parties ;
- paiement reçu de tiers non associés ou inconnus ;
- opérations effectuées par ou au bénéfice des clients résidant dans des pays présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux, de financement de terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, notamment ceux listés par les instances internationales habilitées.

Art. 28. — Les mesures de vigilance peuvent être simplifiées conformément à l'article 13 de la présente instruction, lorsque le risque de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive présenté par une relation d'affaires leur paraît faible et dans les cas suivants en l'absence de soupçon de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive.



a- Les clients présentant un risque faible

- les institutions financières; lorsqu'elles sont soumises à des obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, conformes aux recommandations du groupe d'action financière (GAFI), conformes aux recommandations du groupe d'action financière (GAFI), qu'elles ont efficacement mis en œuvre ces obligations et qu'elles font l'objet d'un contrôle ou d'une surveillance efficace conformément aux recommandations garantissant qu'elles respectent leurs obligations ;
- les sociétés cotées sur le marché boursier et soumises par des moyens légaux ou contraignants, à des règles de publication garantissant une transparence suffisante des bénéficiaires effectifs ;
- les administrations ou entreprises publiques.

b- Les produits, services, opérations présentant un risque faible

- les régimes de retraite ou régimes similaires qui servent des prestations de retraite aux employés, lorsque les cotisations sont acquittées par prélèvement sur les salaires et que les règles du régime n'autorisent pas la cession des droits détenus par un membre dans le cadre du régime ;
- les services ou produits financiers qui fournissent des services limités et définis de façon pertinente afin d'en accroître l'accès à certains types de clients à des fins d'inclusion financière.

c- Les opérations transfrontalières avec certains pays ou liées à ces pays

- les pays identifiés par des sources crédibles telles que les rapports d'évaluation mutuelle ou d'évaluation détaillée comme disposant de systèmes de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive efficaces ;
- les pays identifiés par des sources crédibles comme étant caractérisés par un faible niveau de corruption ou autres activités criminelles.

Art. 29. — Les assujettis sont tenus de justifier auprès de l'autorité de contrôle des assurances que l'étendue des mesures de vigilance qu'ils mettent en œuvre est adaptée aux risques qu'ils ont évalués.



Titre X- Conservation des documents

Art. 30. — Les assujettis doivent :

- conserver tous les documents obtenus dans le cadre des mesures de vigilance relatives à la clientèle, pendant au moins cinq (5) ans à compter de la date de la fin de la relation d'affaires ;
- conserver tous documents relatifs aux opérations effectuées, y compris les rapports confidentiels, durant une période de cinq (5) ans au moins, après l'exécution de l'opération ;
- s'assurer que toutes les informations obtenues dans le cadre des mesures de vigilance relatives à la clientèle et les documents relatifs aux opérations sont rapidement disponibles pour les autorités compétentes, lorsque ces dernières en font la demande.

Les documents relatifs aux opérations doivent être suffisants pour permettre la reconstitution d'opérations individuelles.

Art. 31. — Les assujettis sont tenus de conserver les documents, dossiers et registres ci-après :

- dossiers et documents obtenus par l'application d'une diligence raisonnable à l'égard des clients et des bénéficiaires effectifs y compris les demandes d'ouverture de comptes ou de tout autre produit ou service fourni de l'assujetti, ainsi que les copies de la correspondance échangée avec eux ;
- les preuves et les documents à l'appui des opérations entre l'assujetti et le client, y compris les documents originaux ou des copies acceptables par les autorités compétentes ;
- livres de comptes et documents relatifs aux opérations commerciales avec les clients, y compris des données suffisantes pour reconnaître les détails de chaque opération ;
- les rapports sur les opérations inhabituelles, l'examen de ces rapports et les dossiers et documents relatifs aux décisions prises sur les opérations examinées ;
- les dossiers des opérations suspectes, y compris les copies des déclarations de soupçon envoyées à la Cellule de Traitement de Renseignement Financier, ainsi que les données et documents connexes ;
- les dossiers et documents relatifs aux résultats de toute analyse effectuée sur les opérations examinées.



Art. 32. — Les assujettis doivent respecter les conditions suivantes lors de la conservation des registres et documents stipulés dans la clause précédente :

- la conservation doit se faire de manière sécurisée, avec des copies de sauvegarde dans un emplacement distinct et sécurisé ;
- les copies numérisées des registres et documents susmentionnés doivent être dûment conservés ;
- les relevés de transactions doivent être suffisants pour permettre la reconstitution des transactions individuelles afin qu'ils puissent fournir, si nécessaire, des preuves contre une activité criminelle ;
- les enregistrements et les documents conservés doivent pouvoir être retrouvés facilement et rapidement, et toute donnée ou information demandée doit être fournie promptement de manière adéquate ;
- les procédures et les systèmes de conservation des enregistrements et des documents doivent préciser le pouvoir des personnes concernées d'accéder à ces enregistrements et documents.

Titre XI - Dispositions diverses

Art. 33. — Le non-respect des dispositions de la présente instruction expose l'assujetti aux sanctions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 34. — La présente instruction prend effet à compter de la date de sa signature.

**Le Président de la Commission de Supervision
des Assurances**



رئيس لجنة الابتكار على التأمينات
مضاء: حاج محمد سعيد

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
Commission de Supervision des Assurances

وزارة المالية
لجنة الإشراف على التأمينات
الرئيس

رقم/ل إت /الرئيس.
N°/CSA/Président.

تعليمية رقم ٥٣١ مؤرخة في ٢٠١١ NOV. تتعلق بالغاية الواجبة اتجاه الزبائن فيما يخص مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل

المادة الأولى: تطبيقاً لأحكام النظام رقم 1 المؤرخ في 06 نوفمبر سنة 2024، المتعلق بالتزامات الخاضعين في مجال التأمين فيما يخص مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، تهدف هذه التعليمية إلى تحديد تدابير العناية الواجبة تجاه الزبائن والعمليات التي يجب على شركات التأمين و/أو إعادة التأمين و سماسته التأمين مراعاتها، المشار إليها فيما يلي باسم "الخاضعون".

الباب الأول: سياسة قبول الزبائن والإجراءات الداخلية

المادة 2 .— يجب على الخاضعين تحديد وتنفذ سياسة واضحة لقبول الزبائن، تهدف إلى تحديد شروط القبول، والحفاظ على أو رفض علاقة الأعمال أو تنفيذ عملية عرضية، وكذا تدابير العناية المناسبة التي يتعين تنفيذها. وينبغي أن تتيح سياسة قبول الزبائن تفصيل فناء المخاطر التي يمكن أن تُنسب إلى علاقات الأعمال التي يقيّمونها، مع الأخذ في الاعتبار التقييم الشامل لمخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، فضلاً عن حجم وطبيعة نشاطها

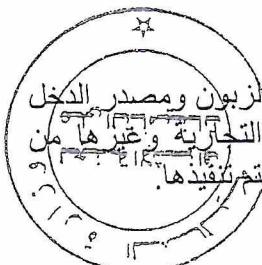
ويجب أن يسمح تقدير مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل المرتبط بكل علاقة أعمال، بتحديد نسق علافة الأعمال، قصد توحى العناية المستمرة وتخفيض الموارد ذات الكفاءة

تحدد سياسة قبول الزبائن أنواع الزبائن التي يحتمل أن تكون مرتفعة المخاطر من أجل إخضاعها للمراجعة المناسبة واتخاذ قرار من قبل المديرية العامة أو مجلس المديرين بشأن ما إذا كانت مقبولة.

غير أنه ينبغي إلا تكون مقيدة إلى حد حرمان الأشخاص المعوزين مالياً أو اجتماعياً من الحصول على الخدمات التأمينية الأساسية

المادة 3 .— عند تقييم المخاطر الفردية لتبسيط الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل المرتبطة بكل علاقة أعمال أو عملية عرضية، يجب على الخاضعين أخذ بعين الاعتبار جميع المعلومات المتعلقة بخصائص الزبون والغرض وطبيعة علاقة الأعمال أو العملية العرضية

يجب أن يتضمن هذا التقييم، على سبيل المثال لا الحصر، عوامل الخطر ذات الصلة مثل نشاط الزبون ومصدر الدخل والثروة وطبيعة وغرض الحساب وبلد الإقامة والمنتجات والخدمات المستخدمة والأنشطة التجارية وغيرها من مؤشرات المخاطر التي ترتكز على الزبون لتحديد طبيعة ومستوى تدابير العناية المناسبة التي سيتم تطبيقها.



- المادة 4 .— يجب الخاضعين وضع إجراءات داخلية لجميع أنشطتها ، تحدد ما يلي :**
- إجراءات تحديد نسق المخاطر الخاصة بكل علاقة أعمال وإجراءات تحديه باستخدام نهج قائم على المخاطر؛
 - إجراءات العناية الواجبة المطلوبة استنادا إلى نسق المخاطر لكل علاقة أعمال ، الذي يحدده التقييم المشار إليه في المادة 3؛

- معايير الكشف عن العمليات غير العادية وجميع التدابير الالزمة لتقديم هذه العمليات إلى التحليل المناسب لتأكيد أو نفي طابع الاشتباه، وإجراء إخطار بالشبهة عند الاقتضاء ، لخالية معالجة الاستعلام المالي؛
- إجراءات الإعلام عن العمليات المشبوهة وإخطار خلية معالجة الاستعلام المالي؛
- إجراءات حفظ المعلومات والوثائق؛

وينطوي تحديد وتنفيذ هذه السياسات والإجراءات على التزام من طرف المديريّة العامة أو مجلس المديرين ، الذي يجب أن يمارس متابعة مستمرة من حيث تنفيذها السليم والسلس ، بما في ذلك من خلال إجراءات الرقابة الداخلية للمخاطر المرتبطة بتبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل ، التي يجب أن تقيّم التنفيذ وتحدد كل أوجه القصور للشروع في اتخاذ الإجراءات التصحيحية المناسبة لمعالجتها.

ويجب أن تكون هذه السياسات والإجراءات الداخلية مكتوبة ودقيقة بما يكفي للسماح بتنفيذها عمليا. ويجري تحديتها بانتظام وإتاحتها للموظفين المعنيين.

يجب على الخاضعين وضع إجراءات فحص صارمة وتكتمليّة الرسمية، تضمن وجود معايير كفاءة عالية عند تعيين الموظفين.

الباب الثاني: تدابير العناية الواجبة اتجاه الزبائن

المادة 5 .— قبل الدخول في علاقة أعمال أو تنفيذ عملية عرضية، يجب على الخاضعين تطبيق الإجراءات التالية:

أ) - تحديد هوية الزبائن والتحقق منها (الأشخاص الطبيعيين، الأشخاص المعنويين والمنظمات غير الهادفة للربح) ووكالاتهم وكذلك أي شخص يدعى التصرف نيابة عن الزبائن، عن طريق الوثائق والبيانات والمعلومات من مصادر موثوقة ومستقلة؛

ب) - تحديد هوية المستفيد الحقيقي واتخاذ تدابير معقولة للتحقق من هويته، باستخدام المعلومات أو البيانات ذات الصلة التي تم الحصول عليها من مصدر موثوق ومستقل، حتى يكونوا واثقين من معرفة من هو المستفيد الحقيقي؛

(ج) تحديد غرض وطبيعة علاقة الأعمال والعملية العرضية المرتقبة؛

(د) اتخاذ التدابير الالزمة على الفور للحصول ، في أقرب وقت ممكن ، على جميع المعلومات ذات الصلة لتحديد هوية الزبائن بشكل صحيح ، في حالة عدم كفاية البيانات المتاحة؛

(ه) ضمان التطبيق السليم لتدابير تجميد و/أو حجز الأموال والممتلكات وحظر إتاحة الأموال أو الموارد الاقتصادية أو استخدامها في جميع أنشطتها. وتحقيقاً لهذه الغاية، يضع الخاضعون نظاماً لضمان الإطلاق والتحقق بشكل مستمر ودائم من القائمة الموحدة للعقوبات والقائمة الوطنية. ويجب أن تشمل الإجراءات الداخلية آليات للكشف فوراً ودون تأخير ودون سابق إنذار عن أي عملية تتم لصالح شخص خاضع للتجميد و/أو الحجز وحظر إتاحة أو استخدام الأموال والموارد الاقتصادية، وكذلك الأموال والموارد الاقتصادية التي يمتلكها أو تعود إلى، يحوز عليها أو يراقبها أشخاص يخضعون لهذه التدابير؛

(و) التحقق من صحة البيانات أو الوثائق التي يقدمها الزبائن عند تحديد هويتهم، بجميع الوسائل الممكنة في حالة الاشتباه في صحتها؛

(ز) اتخاذ إجراءات العناية الواجبة المعززة اتجاه الزبائن قبل إتمام العملية أو طلب الزبائن في التحالية الاشتباه



في تبييض الأموال أو تمويل الإرهاب أو تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل؛ أو الشك في دقة أو صحة أو كفاية بيانات تحديد هوية الزبائن التي تم الحصول عليها سابقاً؛

(ح) السهر على أن تكون المستندات أو البيانات أو المعلومات التي يتم الحصول عليها في إطار تدابير العناية الواجبة مستوفاة ومحدثة باستمرار ومناسبة، بما في ذلك الزبائن الذين يشكلون مخاطر مرتفعة؛

ط) الامتناع عن فتح أو الاحتفاظ بحسابات مجهولة أو مرقمة، أو حسابات باسماء وهمية بشكل واضح.

عندما لا يمكن الخاضعون من الامتثال للالتزامات العناية الواجبة اتجاه الزبائن المشار إليها أعلاه، أو أن العمليات التي قام بها الزبون خلال علاقة الأعمال لا تتفق مع المعرفة التي لديها عن هذا الأخير، يجب لا يكون، حسب الحال: فتح حساب أو إقامة علاقة أعمال أو تنفيذ العملية. وبالإضافة إلى ذلك، يجب على الخاضع إنهاء علاقة الأعمال وإغلاق الحساب، وعند الاقتضاء، إعداد وإرسال إخطار بالشبيهة.

الباب الثالث: تحديد هوية الزبائن والتحقق منها

المادة 6 .— يجب على الخاضعين تحديد تدابير العناية الأساسية للتعرف على جميع الزبائن وكذا طرق التحقق التي تتناسب مع مستوى مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل المرتبطة بالزبائن. وفقاً لأحكام المادة 07 من النظام 01 المشار إليه أعلاه، حيثما تكون المخاطر مرتفعة، يجب على الخاضعين اتخاذ تدابير العناية الواجبة المعززة للتخفيف من حدتها وإدارتها. وفي الحالات التي يثبت فيها أن المخاطر منخفضة، يمكن تطبيق تدابير العناية المبسطة وفقاً لأحكام المادة 15 من نفس النظام.

المادة 7 .— يتم تحديد هوية الزبون قبل إقامة علاقة الأعمال أو تنفيذ العملية العرضية، وهو يتمثل في جمع كل المعلومات المتعلقة بجودة الزبون ونشاطه على أساس تصرحي، مما يسمح للخاضع بتحديد نسق الزبون، التشغيل المرتقب لحسابه وتحديد مستوى المخاطر المرتبطة به، من أجل ضبط مستوى العناية التي يجب مرااعاتها.

المادة 8 .— يلتزم الخاضعون بتحديد هوية المستفيد (ين) الحقيقي من زبائنه الأشخاص المعنوبين.

يقصد في مفهوم المستفيد الحقيقي الشخص الطبيعي أو الأشخاص الطبيعيين الذين، في آخر المطاف:

1 - يحوزون أو يراقبون الزبون، أو وكيل الزبون أو المستفيد من عقود التأمين على الحياة ؛ و/أو غيره من وثائق التأمين المتصلة بالاستثمار.

2- الشخص الطبيعي الذي تتم لصالحه عملية أو تعقد لصالحه علاقة عمل.

ويشمل أيضاً الأشخاص الذين يمارسون في آخر المطاف، رقابة نهاية على الشخص المعنوي أو ترتيب قانوني.

في حالة عدم وجود مستفيدين حقيقين يمكن تحديدهم وفقاً للمعايير المذكورة أعلاه، يمكن تعين المسير الرئيسي للكيان كمستفيد حقيقي، بشرط أن يكون الخاضع قادر على تبرير اجراءات التحقق الكافية المتخذة لتحديد المستفيد الحقيقي الفعلي.

وفي إطار هذا التحديد، يجب على الخاضع أيضاً أن يحل آليات المراقبة تحليلاً عميقاً، بما في ذلك عن طريق دراسة ما يلي:



- صناع القرار الاستراتيجي القادرين على التأثير على العقود أو الاتفاques أو القرارات التي لها تأثير كبير على عمليات أو استراتيجية الشخص المعنوي.
- أعضاء مجلس الإدارة أو الموظفين الذين لديهم سلطة إقالة أو تعين أعضاء الإدارة؛
- الأشخاص الطبيعيون الذين يمارسون الرقابة من خلال الروابط الأسرية أو العلاقات الشخصية الوثيقة؛
- القدرة على تجميد القرارات الهامة للشخص المعنوي؛

- الحق في الحصول على ما لا يقل عن 20% من الأصول عند حل الشخص المعنوي.

المادة 9.— لتمكينها من وضع نسق المخاطر للزبون، يجب أن يكون لدى الخاضع استبيان "اعرف عميلاك - KYC" يتم ملؤه وتوقيعه تحت مسؤولية الزبون (أو ممثله القانوني)، والذي يجب أن يحتوي على بيانات ومعلومات تتعلق بخصائص هذا الأخير، وكذلك موضوع وطبيعة علاقة الأعمال المرتبطة أو العملية العرضية. وينبغي تقديم المعلومات التالية:

1- الزبائن من الأشخاص الطبيعيين (بما في ذلك الأشخاص الذين يعملون نيابة عن الزبون)

- هوية الزبون (الاسم واللقب وتاريخ ومكان الميلاد);
- عنوان الإقامة الحالي وقت جمع المعلومات;
- جنسية الزبون;
- وضعية المقيم أو غير المقيم;
- المهنة أو الوظائف التي تؤدي بطريقة واضحة ودقيقة بما فيه الكفاية، وانتساب الزبون (الموظف، المهنة الحرة، التاجر، إلخ);
- طبيعة علاقة الأعمال والغرض منها;
- البيانات المتعلقة بأصولها ودخلها وحركات الاعمال الأخرى التي يعهد بها إلى الخاضع وكذلك مصدر الأموال، إن وجدت;
- شروط استخدام الحساب المفتوح (الحسابات) (التحويلات، صرف الشيكات/ الدفع، إلخ).

2- الزبائن من الأشخاص المعنويين (بما في ذلك المنظمات غير الهدافة للربح)

- التسمية، الشكل القانوني؛
- عنوان المقر الرئيسي وعنوان أحد أماكن النشاط الرئيسية إذا كانوا مختلفين؛
- هوية المساهمين أو الشركاء، والأعضاء المؤسسين والمديرين، وكذلك الممثلين القانونيين أو ما يعادلهم في القانون الأجنبي للشخص المعنوي والمنظمة غير الهدافة للربح؛
- عناصر ملكية الشخص المعنوي وهيكله الرقابي، مما يسمح بتحديد هوية الشخص الطبيعي الذي يمارس في آخر المطاف الرقابة عليه، إذا لم يكن ذلك، الشخص الذي يشغل منصب المسير الرئيسي؛
- طبيعة والغرض من علاقة الأعمال؛
- البيانات المتعلقة بالدخل وحركات الاعمال الأخرى التي يعهد بها إلى الخاضع، وكذلك مصادر هذه التحركات عند الاقتضاء؛

وتشمل الأشخاص المعنوية تلك الخاضعة للقانون الجزائري وكذلك الأشكال القانونية المنشأة في الخارج، بما في ذلك الترتيبات القانونية والصاديق الاستئمانية.

3- المستفيدين الحقيقيين

- الاسم واللقب وتاريخ ومكان الميلاد؛
- عنوان الإقامة الحالي في الوقت الذي يتم فيه جمع المعلومات؛
- طريقة ومدى الرقابة التي تمارس على الشخص المعنوي؛
- التاريخ الذي يصبح فيه الشخص الطبيعي أو الأشخاص الطبيعيين، المستفيد(ين) الحقيقي(ين) للشخص المعنوي.



ويجب على الخاضعين، بالإضافة إلى عناصر تحديد الهوية، أن يجمعوا السلطات المخولة والتراخيص الممنوحة لكل من الوكلاء والأشخاص الذين يدعون التصرف نيابة عن الزبون. وتحقيقاً لهذه الغاية، يجمعون وثيقة تبرئة مسؤوليتهم على البيانات كممثلين.

ويجوز للخاضعين، إذا رأوا ضرورة لذلك، أن يطلبوا أي معلومات إضافية من زبائنهم.

المادة 10. — يتم التحقق من هوية الزبون قبل إقامة علاقة الاعمال أو تنفيذ العملية العرضية، يتطلب هذا من الخاضع التحقق من دقة المعلومات التي تم جمعها عن الزبون، عن طريق الاستبيان "اعرف عميلاك - KYC" المشار إليه في المادة 9 من هذه التعليمية، عن طريق وثيقة (وثائق) تثبت ذلك.

- بالنسبة للشخص الطبيعي، يتم التتحقق من هويته عن طريق وثائقه الرسمية الأصلية، السارية الصلاحية، والحاملة لصورته. يتم التتحقق من العنوان عن طريق تقديم وثيقة رسمية تقيم الدليل. يجب على الخاضع الاحتفاظ بنسخة من الوثائق الرسمية الأصلية المقدمة من الزبون.

- بالنسبة للشخص المعنوي، يتم التتحقق من الهوية عن طريق الحصول على القانون الأساسي الخاص به وأي وثيقة رسمية تثبت أنه مسجل أو معتمد، بما في ذلك تسميته وشكله القانوني وعنوان مقره الرئيسي وهوية مُساهميه أو شركائه ومسيريه، وكذلك ممثليه القانونيين أو ما يعادله في القانون الأجنبي. ويجب على الخاضع الاحتفاظ بنسخة من الوثائق المذكورة.

- بالنسبة للمستفيد(ين) الحقيقي(ين)، يتم التتحقق من الهوية باستخدام وثائقهم الرسمية الأصلية السارية الصلاحية، بما في ذلك صورهم الفوتوغرافية، والتي تم التتحقق منها باستخدام مصادر موثوقة ومستقلة. في حالات المخاطر المرتفعة، يجب أيضاً جمع مستندات إضافية أخرى، بما في ذلك إثبات مصدر الأموال بالإضافة إلى المستندات المصدق عليها.

المادة 11. — يجب على الخاضع أن يحدد بدقة المستندات المثبتة ومصادر المعلومات الموثوقة والمستقلة المقبولة لأغراض التتحقق من هوية زبونه وأي شخص يتصرف نيابة عنه والمستفيدين الحقيقيين. ويجب أن تتيح مصادر المعلومات التي يستخدمها الخاضع الحصول على مستوى عال من اليقين فيما يتعلق بهوية الشخص. وتعتبر المصادر الموثوقة والمستقلة بشكل خاص الإدارات المحلية والمركزية، وقواعد البيانات العامة التي يمكن الوصول إليها، والمركز الوطني للسجل التجاري أو أي مصادر دولية أخرى معترف بها.

عندما يلاحظ الخاضع وجود تناقضات بين المعلومات الواردة في السجلات العامة، بما في ذلك عدم تسجيل هذه المعلومات، وتلك التي تم الحصول عليها من الزبون أو مصادر أخرى موثوقة ومستقلة أثناء ممارسة العناية الواجبة اتجاه الزبائن، يجب عليه الإبلاغ عن هذه التناقضات إلى المؤسسات المسيرة للسجلات العامة سواء تم تدوينها عند إقامة علاقة الاعمال أو عند تحديث ملف الزبون.

المادة 12. — عندما يتبيّن من تقييم المخاطر الفردية الذي تم اجراؤه بموجب المادة 3 من هذه التعليمية أن الخطر المرتبط بالزبون أو العملية العرضية مرتفع، أو عندما يقع الزبون أو العملية ضمن إحدى الحالات المذكورة في المادة 27 أدناه، يجب على الخاضع تعزيز عنايته. وتشمل تدابير العناية المعززة التي من المرجح اعتمادها، على وجه الخصوص، ما يلي:

- الحصول على معلومات إضافية عن الزبون، وتحديث المعلومات الخاصة بهوية الزبون والمستفيد الحقيقي، بوتيرة متقاربة.

- الحصول على معلومات إضافية حول الطبيعة المرتبطة لعلاقة الأعمال؛

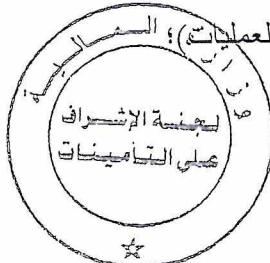
- الحصول على معلومات عن مصدر الأموال أو مصدر أصول الزبون. يمكن الحصول على هذه المعلومات من خلال إجراء مقابلة مع الزبون و/أو استشارة مصادر موثوقة ومستقلة؛

- الحصول على معلومات أكثر شمولاً حول أسباب العمليات المرتبطة (وجهة الأموال، والغرض من العمليات)؛

- ترخيص من المديرية العامة أو مجلس المديرين إقامة علاقة الاعمال أو الاستمرار فيها؛

- إجراء الدفع الأول من خلال حساب مفتوح باسم الزبون لدى خاضع آخر لمعايير عناية مماثلة؛

- زيادة عدد ووتيرة الرقابة و اختيار أنواع أو نماذج العمليات التي تتطلب المزيد من الفحص المعمق.



المادة 13. — عندما يتبيّن من تقييم المخاطر الفردية الذي تم إجراؤه بموجب المادة 3 من هذه التعليمات أن المخاطر المرتبطة بالزبون أو العملية العرضية منخفضة، أو عندما يقع الزبون أو العملية ضمن إحدى الحالات المذكورة في المادة 28 أدناه، وفي حالة عدم وجود اشتباه في تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، يمكن للخاضع تقليل إجراءات العناية. وتؤدي إجراءات العناية المبسطة إلى الرقابات والتحققات التالية:

- التحقق من هوية الزبون والمستفيد الحقيقي بعد إقامة علاقة الأعمال. ومع ذلك، يجب أن يتم تنفيذ إجراءات التحقق في غضون فترة زمنية معقولة بعد إقامة علاقة الأعمال وعلى أبعد تقدير قبل أول عملية على الحساب أو تنفيذ عملية عرضية؛
- تخفيض وتيرة تحديثات عناصر تحديد هوية الزبون؛
- تخفيض وتيرة العناية المستمرة والتعتمق في فحص العمليات على أساس سقف معقول.

الباب الرابع: تدابير العناية الواجبة في إطار علاقات الأعمال عن بعد

المادة 14. — يجب على الخاضع إظهار المزيد من العناية في إطار علاقات الأعمال التي لا يشترط فيها الحضور الفعلي للزبون. وبالتالي، يجب تطبيق إجراءات العناية الواجبة الإضافية، بما في ذلك:

- مقارنة البيانات والمعلومات التي تم الحصول عليها من الزبون مع معلومات أخرى من مصادر موثوقة ومستقلة، مما يسمح بالتحقق من صحة العناصر المقدمة؛
- تنظيم مقابلة مباشرة مع الزبون خلال فترة زمنية معقولة من أجل استكمال تحديد الهوية والتأكد من اتساق المعلومات.

الباب الخامس – تحديث معرفة الزبائن: تحديث البيانات

المادة 15. — يجب على الخاضعين التأكيد من أن المعلومات والوثائق التي تم الحصول عليها بموجب تدابير العناية الواجبة اتجاه الزبائن محدثة، دقيقة وملائمة. يقومون بتحديث المعلومات والبيانات والمستندات التي تم الحصول عليها في الوقت المناسب وبطريقة ملائمة طوال مدة علاقة الأعمال وفقاً للنهج القائم على المخاطر.

يجب على الخاضعين أن يدرجوا في إجراءاتهم الداخلية، طرق تحديث معرفة الزبائن وذلك بتحديد وتيرة التحديث وطبيعة المعلومات التي سيتم تحديثها.

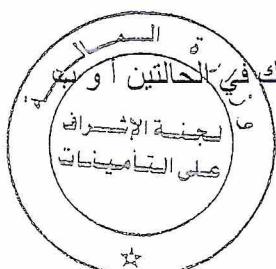
يجب تكييف وتيرة التحديث وكذلك طبيعة المعلومات التي سيتم تحديثها مع مستوى مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل التي تمثلها علاقة الأعمال، ولا يجوز أن تتجاوز سنة واحدة (1) عندما يكون مستوى المخاطر المرتبطة بالزبون مرتفعاً.

ويتم التحديث أيضاً في الحالات التالية:

- عند حدوث تغيير هام في علاقة الأعمال، بما في ذلك أي تغيير في المستفيد الحقيقي، أو الأشخاص الذين يتصرفون نيابة عن الزبون، تطوير منتج أو خدمة جديدة؛

- بهدف معالجة التبيه المتعلق بواحدة أو أكثر من العمليات غير العادية التي لا تنسق مع معرفة الزبون وأنشطته التجارية ونوع المخاطر الخاص به؛ قد يتتعلق هذا التحديث على وجه الخصوص بنشاط الزبون، ودخل الزبون/الوضع المالي، ومصدر الأموال، والغرض من العملية؛

- عند اجراء تعديل جوهري في معايير توثيق الزبائن أو تغيير هام في طريقة إدارة الحساب وكذلك في الحالتين أو بهما في المذكورتين في المادة 09 من النظام رقم 01 المؤرخ في 06 نوفمبر 2024 المذكور أعلاه.



المادة 16 .— يجب على الخاضعين تحليل المعلومات والبيانات والمستندات المحدثة من أجل إعادة تقييم نسق المخاطر الخاص بالزبون.

المادة 17 .— يجب على الخاضعين وضع نظام رقابة داخلية يتناسب مع حجم و طبيعة النشاط وتخصيص الموارد البشرية الكافية لضمان التحديث المنتظم لعناصر المعرفة الخاصة بزيانهم بناءً على النهج القائم على المخاطر وملائمة المستندات والمعلومات والبيانات التي تم جمعها لهذا الغرض.

وفي هذا الصدد، يجب على الخاضعين تحديد ما يلي:

- جدول زمني لتحديث معرفة الزبون بناءً على فئة المخاطر التي ينتمي إليها الزبون (منخفضة، عادية، مرتفعة) بالإضافة إلى طبيعة وحجم مدى التحقيقات التي يتم إجراؤها، مع الحرص على تعزيز تدابير العناية للمخاطر المرتفعة وتحفيتها بالنسبة للمخاطر المنخفضة؛
- الأدوار والمسؤوليات، بتعيين أشخاص أو فرق مكلفة بتحديث البيانات؛ مع توضيح الوظائف والمسؤوليات لكل متدخل في هذه العملية استناداً إلى درجة المخاطر.
- التأكيد من أن المستندات والمعلومات المحدثة ملائمة وكافية لإدارة المخاطر.

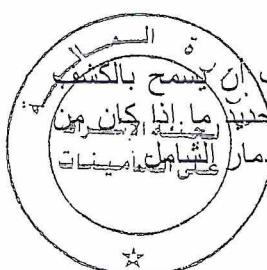
المادة 18 .— إذا تبين بعد فتح الحساب مشاكل متعلقة بتحديث معلومات هوية الزبون ، يجب على الخاضع إغلاق الحساب وإبلاغ صاحبه وخلية معالجة الاستعلام المالي وسلطة الرقابة على التأمينات وإعادة الرصيد ما لم ينص على خلاف ذلك من قبل جهة مختصة. كما يجب على الخاضع أيضاً أن يضع حد لعلاقة الأعمال مع الزبون.

الباب السادس – المراقبة المستمرة للعمليات

المادة 19 .— يجب على الخاضع تطبيق واجب العناية المستمرة فيما يتعلق بعلاقة الأعمال، من خلال إجراء فحص مناسب ويتناسب مع المخاطر، للعمليات المنفذة طوال مدة علاقة الأعمال. يجب أن تعتمد المراقبة المستمرة للعمليات على معلومات محدثة عن الزبائن ويجب أن تسمح للخاضع من اكتشاف العمليات غير العادية أو المشبوهة بشكل موثوق.

المادة 20 .— يجب أن يكون لدى الخاضع إجراءات داخلية كافية تسمح، على أساس تقييمه الشامل للمخاطر، بالإضافة إلى الطابع الرسمي على (أ) المعايير و(ب) سقف الأهمية التي تسمح بتحديد العمليات غير العادية.

- (أ) يجب إدراج المعايير التالية على وجه الخصوص:
 - كل عملية معقدة بشكل خاص؛
 - عملية بمبلغ مرتفع بشكل غير طبيعي مع الأخذ بعين الاعتبار معرفة الزبون؛
 - كل عملية يتم تنفيذها في ظروف غير عادية مع الأخذ بعين الاعتبار النشاط المتوقع أو المعتاد للزبون؛
 - كل عملية تتعلق، على وجه الخصوص، بالمبالغ ولا سيما النقدية، التي ليس لها علاقة مع العمليات العادية أو المحتملة للزبون؛
 - كل عملية لا يبدو أن لها مبرراً اقتصادياً أو هدفاً مشروعاً؛
 - كل عملية تفوق، عند الاقتضاء، السقف المحدد في التنظيم المعمول به؛
 - العمليات التي ينفذها أشخاص يقيمون في بلدان لا تطبق أو تطبق بشكل غير كاف المعايير الدولية لمكافحة تبييض الأموال ومكافحة تمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل والتي يتم نشرها من طرف خالية معالجة الاستعلام المالي.
- (ب) يجب أن يتكيف سقف الأهمية بشكل خاص مع طبيعة الزبائن، ووسائل الدفع، ومتوسط مبلغ العمليات المنفذة، والمناطق الجغرافية المعنية بالعمليات.



المادة 21 .— يجب أن يغطي نظام مراقبة العمليات جميع أنشطة الزبائن وحساباتهم، ويجب أن يسمح بالكشف السريع عن العمليات ذات الطابع غير الاعتيادي أو المشبوه بهدف إخضاعها لفحص عميق لتحديد ما إذا كان زبون المحتمل أن تكون هذه العمليات مرتبطة بتبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل التي تهم إمينات

يمكن أن يكون نظام المراقبة آلياً، ومع ذلك، عندما تكون طبيعة وحجم العمليات لا يبران استعماله، يمكن وضع نظام يدوي.

يجب أن يقوم نظام المراقبة هذا بـ:

- 1- تغطية كافة حسابات الزبائن وعقودهم وعملياتهم؛
- 2- أن يستند إلى معايير دقيقة ذات صلة، يحددها كل خاضع، مع الأخذ بعين الاعتبار، على وجه الخصوص، خصائص زبائنه، والبلدان أو المناطق الجغرافية المعنية، والمنتجات والخدمات والعمليات وقنوات التوزيع، وأن تكون تمييزية بما فيه الكفاية لتمكين اكتشاف العمليات غير العادية بشكل فعال؛
- 3- السماح بالكشف السريع لهذه العمليات؛
- 4- يخضع لفحص دوري لمدى ملائمته بهدف تكييفه، عند الاقتضاء، وفقاً لتطور الزبائن لديهم، والمنتجات وأو خدمات التي يقدمونها (الواجهة وأو قناة التوزيع)، والبلدان أو المناطق الجغرافية التي تتم فيها العمليات.

في حالة الاشتباه، يجب على الخاضع تقديم اخطار بالشبهة إلى خلية معالجة الاستعلام المالي بغض النظر عن مبلغ العملية.

المادة 22 . — يجب أن تتوفر لدى الخاضعين الموارد البشرية الكافية لتحليل الإنذارات التي اكتشفها نظام مراقبة العمليات. بالإضافة إلى ذلك، يجب أن يتمتع الموظفون المشاركون في معالجة الإنذارات المكتشفة بالمؤهلات والتدريب الكافي بالإضافة إلى إمكانية الوصول إلى جميع المعلومات الداخلية الازمة لتنفيذ مهمتهم.

الباب السابع – الأحكام المتعلقة بالدول مرتفعة المخاطر

المادة 23 . — يجب على الخاضعين تطبيق إجراءات العناية الواجبة المعززة التالية على العلاقات التجارية التي تتم مع الأشخاص الطبيعيين والمعنوين، بما في ذلك المؤسسات المالية للبلدان التي تحددها خلية معالجة الاستعلام المالي، على أنها تشكل خطر مرتفع لتبسيط الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، وفقاً للمعايير التي يحددها فريق العمل المالي أو حسب التقييم المستقل لخلية معالجة الاستعلام المالي:

- كل تدبير أو إجراء إضافي معزز تم إبلاغه من طرف خلية معالجة الاستعلام المالي؛
- كل إجراء معزز آخر له تأثير مماثل لتخفيض المخاطر.

ويجب على الخاضعين أيضاً تطبيق التدابير المضادة المتعلقة بالدول مرتفعة المخاطر، وفقاً لما أعلنته خلية معالجة الاستعلام المالي.

يتم نشر قائمة الدول مرتفعة المخاطر وكذلك التدابير المضادة على الموقع الرسمي لخلية معالجة الاستعلام المالي، وفي هذا الصدد، يتم إرسال تبليغات من قبل الخلية لضمان التطبيق السليم لهذه التدابير من قبل الخاضعين.

المادة 24. — الخاضعون مطالبون بالامتناع عن إقامة أو الحفاظ على أي علاقة أعمال مع الكيانات التي تستوفي خصائص "المؤسسات الصورية". ويجب عليها أيضاً بذل العناية الواجبة الازمة للتأكد من أن مراسلיהם الأجانب لا يسمحون للمؤسسات الصورية بالوصول إلى حساباتهم أو استخدامها بشكل مباشر أو غير مباشر.

الباب الثامن – أحكام خاصة متعلقة بالترتيبات القانونية – الصناديق الاستثمارية

المادة 25. — يقصد في مفهوم الترتيبات القانونية: أي كيان لا يخضع للشريع المعمول به، بما في ذلك الصناديق الاستثمارية، التي تم تأسيسها في الخارج في إطار عقد أو اتفاقية يقوم بموجبها شخص ما باتاحة الأصول لشخص آخر أو تحت سيطرته لفترة محددة، بقصد إدارتها لصالح مستفيد محدد أو لغرض محدد. ولا تعتبر هذه الأصول جزءاً من أصول الشخص الذي يديرها أو يسيطر عليها.

قبل إقامة علاقة أعمال أو تنفيذ أي عملية، بما في ذلك العمليات العرضية، مع كيانات قانونية غير مقبنة أو هيكل مماثلة مثل الصناديق الاستثمارية أو الترتيبات القانونية الأجنبية الأخرى، يجب على الخاضع جمع المعلومات المطلوبة للتحقيق ببراءة على التأمينيات.

- التسمية الكاملة للكيان.
- عناصر تكوين الكيان، بما في ذلك النظام الأساسي أو العقود التأسيسية ، أو أي وثيقة تسجيل رسمية أخرى في بلد المنشأ؛
- هوية المؤسس أو الوصي (ين)، أو الحامي ، المستفيدين أو فئة المستفيدين، بالإضافة إلى أي شخص طبيعي آخر يمارس سيطرة فعلية على الهيكل، بما في ذلك من خلال سلسلة السيطرة / الملكية؛
- هوية المستفيدين الحقيقيين، بما في ذلك أي شخص طبيعي، الذي في آخر المطاف، يملك أو يسيطر على الكيان، بشكل مباشر أو غير مباشر، من خلال الحصص أو الأسهم أو أي أداة قانونية أخرى؛
- السلطات المنوحة للأشخاص المعينين وكذلك أسماء وأدوار الأشخاص الذين يشغلون وظائف الإدارة أو التسيير؛
- الأهداف التي يسعى الكيان إلى تحقيقها، وكذلك أساليب إدارة وتمثيل الكيان، بما في ذلك كل معلومة حول طريقة اتخاذ القرارات؛
- عنوان المقر الاجتماعي، وإذا كان مختلفا، عنوان أحد أماكن النشاط الرئيسية وكذلك مكان إقامة الممثل القانوني للكيان؛
- المستندات الإضافية الازمة لإقامة سلسلة السيطرة / الملكية، لا سيما عندما يكون هيكل الرقابة معقدا، أو عندما يتعلق الأمر بعده وسطاء أو مناطق الاختصاص القضائي.

يجب على الخاضع التحقق من المعلومات المذكورة أعلاه عن طريق كل مستند مقر للدليل والاحتفاظ بنسخة من هذه المستندات.

- المادة 26.** — يجب على الخاضع تطبيق التدابير التالية لتحديد المستفيدين الحقيقيين من الترتيبات القانونية أو الصناديق الاستثمارية أو الكيانات القانونية الأجنبية والتحقق منهم:
- جمع معلومات كاملة تمكن من تحديد كل مستفيد حقيقي، بما في ذلك أي شخص طبيعي يمارس سيطرة مباشرة أو غير مباشرة على الكيان، وكذلك أولئك الذين يملكون حقوقاً اقتصادية، مالية أو حقوق التسيير؛
 - طلب معلومات إضافية حول طبيعة ومدى مساهمة كل مستفيد حقيقي، بما في ذلك حقوق الملكية أو السيطرة أو التأثير الذي يمارس، سواء بشكل مباشر أو غير مباشر؛
 - التحقق من هوية كل مستفيد حقيقي بناءً على مستندات ثبوتية ومستقلة وموثوقة، مثل السجلات الرسمية أو المستندات الموثوقة أو أي مستند آخر مصدق عليه؛
 - التأكيد من تحديث المعلومات الخاصة بالمستفيدين الحقيقيين بانتظام، لا سيما أثناء التغييرات المحسوسة في هيكل المراقبة أو الملكية في الكيان؛
 - الاحتفاظ بنسخة لجميع الوثائق والمعلومات التي تم الحصول عليها وال المتعلقة بالمستفيدين؛
 - تطبيق أي تدابير أخرى تعبر ضرورية لتحقيق مستوى عال في تحديد هوية المستفيدين الحقيقيين والتحقق منهم.

الباب التاسع – تكيف مستوى العناية حسب طبيعة ومستوى المخاطر

المادة 27. — يتم تعزيز درجة وطبيعة مراقبة علاقة الأعمال ذات المخاطر المرتفعة وفقاً للمادة (12) من هذه التعليمية في الحالات التالية:

أ- الزبائن الذين يمثلون بطبيعتهم درجة مرتفعة من المخاطر

- الزبائن الذين حددتهم الخاضع في إطار تحليل المخاطر وتقديرها؛
- أن تتم علاقة العمل في ظروف غير عادية؛

- الزبائن غير المقيمين؛

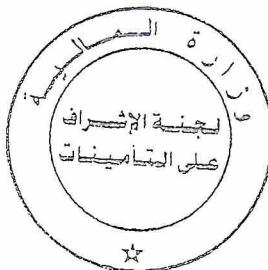
- الشركات التي يملك رأس المالها وكلاء؛

- النشاطات التي تتطلب استخداماً مكثفاً للنقد؛

- هيكل ملكية الشركة يبدو غير اعتيادي أو معقد للغاية مقارنة بطبيعة أعمال الشركة؛

- الأشخاص المعروضون سياسياً؛

- الأشخاص المعروضون سياسياً من المنظمات الدولية؛



- المنظمات غير الهدافة للربح؛

- الترتيبات القانونية، بما في ذلك الصناديق الإستثمارية المنشأة في الخارج.

ب- العمليات التي يقوم بها الزبائن مع دول معينة أو المرتبطة بهذه الدول

- الدول التي تم تحديدها من قبل مصادر موثوقة، مثل التقييم المشترك أو تقارير تقييم مفصلة أو تقارير متابعة منشورة

على أنها لا تمتلك نظام كافي لمكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وانتشار أسلحة الدمار الشامل؛

- الدول الخاضعة للعقوبات أو الحظر أو تدابير مماثلة متخذة من قبل الأمم المتحدة على سبيل المثال؛

- الدول التي تم تحديدها من قبل مصادر موثوقة على أنها تتصرف بوجود مستويات عالية من الفساد أو الأنشطة الإجرامية الأخرى؛

- الدول أو المناطق الجغرافية التي تم تحديدها من قبل مصادر موثوقة على أنها تمول وتدعم نشاطات إرهابية أو تنشط فيها جماعات إرهابية مدرجة؛

- الدول التي تعاني من ظروف سياسية وأمنية تعيق التزامها بمتطلبات مجموعة العمل المالي.

ج- المنتجات والخدمات التي يستعملها الزبائن بالإضافة إلى بعض العمليات

- تسيير الممتلكات والثروة؛

- العمليات النقدية غير المعرفة؛

- علاقات الأعمال أو العمليات التي لا تتم وجهاً لوجه؛

- المدفوعات الواردة من أطراف ثالثة غير مرتبطة أو غير معرفة؛

- العمليات التي يتم إجراؤها من قبل أو لصالح الزبائن المقيمين في البلدان التي تتطوّر على مخاطر مرتفعة لتبسيط الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، لا سيما تلك المدرجة من قبل الهيئات الدولية المعتمدة.

المادة 28. — يمكن أن تكون تدابير العناية الواجبة مبسطة وفقاً للمادة (13) من هذه التعليمية، عندما تبدو مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل منخفضة وفي الحالات التالية وفي غياب اشتباه في تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل:

أ- الزبائن الذين يمثلون مخاطر منخفضة

- المؤسسات المالية عندما تكون خاضعة لالتزامات مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، بما يتفق مع توصيات مجموعة العمل المالي، وتطبق هذه الالتزامات على نحو فعال، وخاضعة للرقابة أو الإشراف بشكل فعال وفقاً للتوصيات لضمان امتثالها للمتطلبات؛

- الشركات المدرجة في السوق المالية والخاضعة لمتطلبات قانونية وملزمة لقواعد الإفصاح التي تضمن شفافية كافية عن المستفيد الحقيقي؛

- الإدارات والمؤسسات العمومية.

ب- المنتجات والخدمات والعمليات ذات المخاطر المنخفضة

- نظم التقاعد أو الأنظمة المماثلة التي توفر مزايا التقاعد للموظفين، عندما يتم تقديم المساهمات عن طريق الاستقطاع من الأجر، وعندما لا تسمح قواعد النظام بالتنازل عن حقوق المستفيد من العقد في إطار النظام؛

- الخدمات أو المنتجات المالية التي تقدم على نحو مناسب وخدمات محددة لأنواع معينة من الزبائن وذلك لزيادة فرص الوصول لأغراض الشمول المالي.

ج- العمليات العابرة للحدود مع دول معينة أو المرتبطة بهذه الدول

- الدول التي تم تحديدها من قبل مصادر موثوقة مثل التقييم المشترك أو تقارير تقييم مفصلة على أنها تمتلك فحالة لمكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل؛

- الدول التي تم تحديدها من قبل مصادر موثوقة على أنها تتصرف بوجود مستوى منخفض من الشفافية أو الإثباتية في كلية التسويقية الإجرامية الأخرى.



المادة 29. — يجب على الخاضعين أن يكونوا قادرين على أن يثبتوا لسلطة الرقابة على التأمينات مدى ملائمة تدابير العناية المطبقة مع المخاطر التي قاموا بتقديرها.

الباب العاشر- حفظ الوثائق

المادة 30. — يجب على الخاضعين:

- الاحتفاظ بجميع المستندات التي تم الحصول عليها في إطار تدابير العناية الواجبة للزبائن لمدة خمس (5) سنوات على الأقل من تاريخ نهاية علاقة الأعمال؛
- الاحتفاظ بجميع المستندات المتعلقة بالعمليات المنفذة، بما في ذلك التقارير السرية، لمدة خمس (5) سنوات على الأقل، بعد تنفيذ العملية؛
- التأكد من أن جميع المعلومات التي تم الحصول عليها في إطار تدابير العناية الواجبة للزبائن والوثائق المتعلقة بالعمليات متاحة بسرعة للسلطات المختصة، عندما تطلب هذه الأخيرة ذلك.

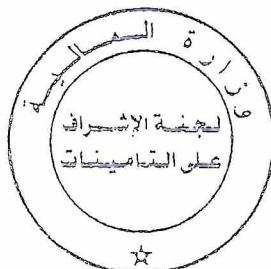
كما يجب أن تكون المستندات المتعلقة بالعمليات كافية للسماح بإعادة بناء العمليات الفردية.

المادة 31. — يلتزم الخاضعون بالاحتفاظ بالوثائق والملفات والسجلات التالية:

- السجلات والمستندات التي تم الحصول عليها من خلال تطبيق العناية المعقولة فيما يخص الزبائن والمستفيدين الحقيقيين، بما في ذلك طلبات فتح الحسابات أو أي منتج آخر أو خدمة مقدمة للخاضع، وكذلك نسخ من المراسلات المتبادلة معهم؛
- الأدلة والمستندات الداعمة للعمليات بين الخاضع والزبون، بما في ذلك المستندات الأصلية أو النسخ المقبولة لدى الجهات المختصة؛
- دفاتر الحسابات والمستندات المتعلقة بالعمليات التجارية مع الزبائن، بما في ذلك البيانات الكافية للتعرف على تفاصيل كل عملية؛
- تقارير حول العمليات غير العادلة وفحص هذه التقارير والملفات والوثائق المتعلقة بالقرارات المتخذة بشأن العمليات التي تم فحصها؛
- ملفات العمليات المشبوهة، بما في ذلك نسخ عن الإخطارات بالشبهة المرسلة إلى خلية معالجة الاستعلام المالي، بالإضافة إلى البيانات والمستندات ذات الصلة؛
- الملفات والوثائق المتعلقة بنتائج أي تحليل تم إجراؤه على العمليات التي تم فحصها.

المادة 32. — يجب على الخاضعين مراعاة الشروط التالية عند الاحتفاظ بالسجلات والمستندات المنصوص عليها في الأحكام السابقة:

- يجب أن يتم الاحتفاظ بشكل آمن، مع وجود نسخ احتياطية في مكان آخر.
- يجب الاحتفاظ بنسخ رقمية من السجلات والمستندات المذكورة أعلاه.
- يجب أن تكون سجلات العمليات كافية للسماح بإعادة بناء العمليات الفردية حتى تسمح بتقديم، عند الاقتضاء، أدلة ضد النشاط الإجرامي.
- يجب أن تكون السجلات والوثائق المحفوظة قابلة للاسترجاع بسهولة وبسرعة، ويجب تقديم أي بيانات أو معلومات مطلوبة في الحال وبشكل ملائم.
- يجب أن تحدد إجراءات وأنظمة الاحتفاظ بالسجلات والمستندات صلاحيات الأشخاص المعينين في الوصول إلى هذه السجلات والمستندات.



الباب الحادي عشر – أحكام متنوعة

المادة 33. — يُعرض عدم الالتزام بأحكام هذه التعليمية الخاضع للعقوبات المقررة في التشريع الساري المفعول.

المادة 34. — تسري أحكام هذه التعليمية اعتباراً من تاريخ التوقيع عليها.

رئيس لجنة الإشراف على التأمينات



رئيس لجنة الإشراف على التأمينات

امضاء: حاج محمد سبع

MINISTÈRE DES FINANCES
Commission de Supervision des Assurances
Le Président

وزارة المالية
لجنة الإشراف على التأمينات
الرئيس

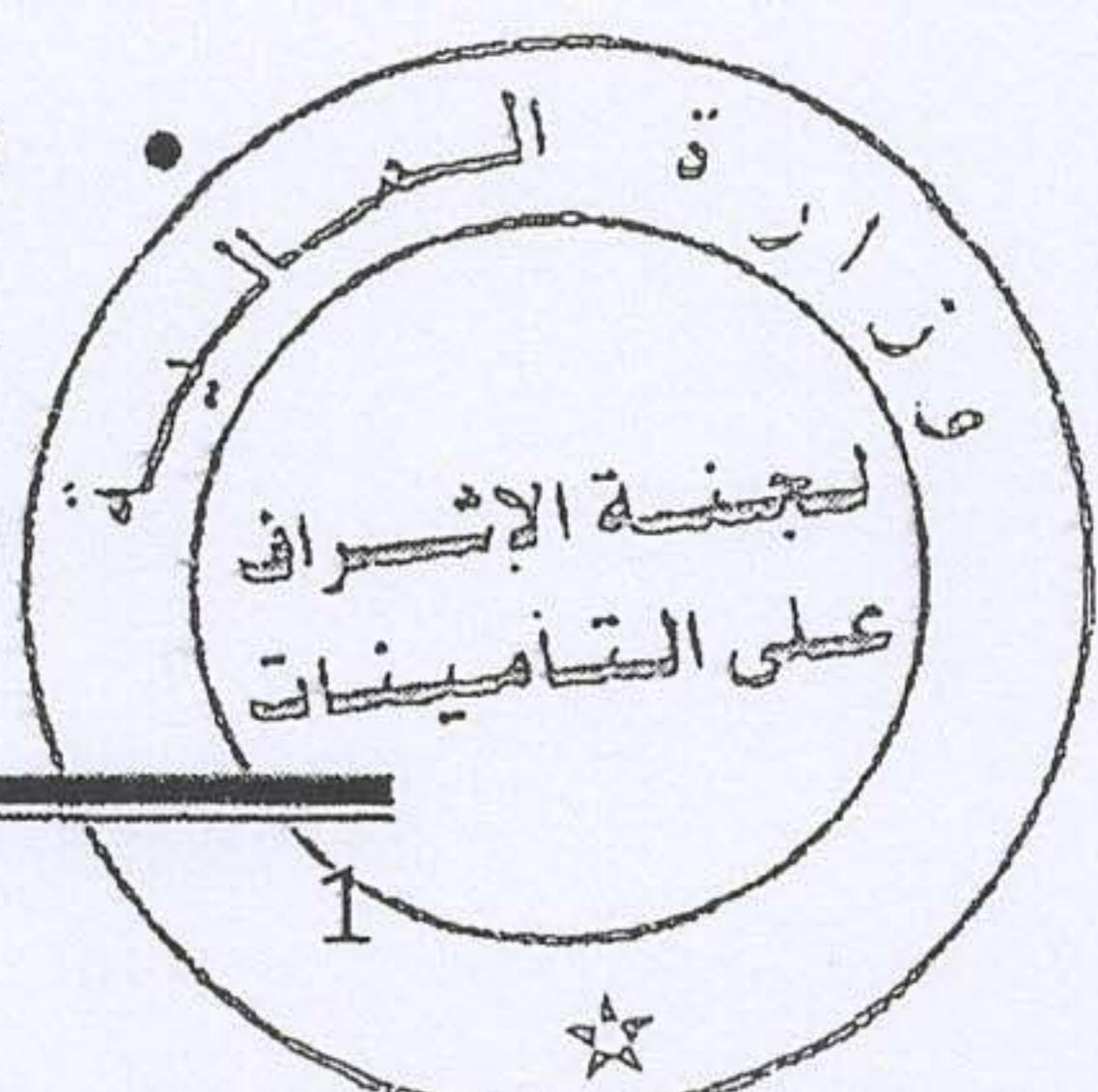
N°...../CSA/Président.

رقم/ل إ/...../الرئيس

النظام رقم 03 المؤرخ في 20.01.2024، المعدل و المتمم للنظام رقم 01
المؤرخ في 06 نوفمبر 2024، يتعلق بالتزامات الخاضعين في مجال التأمين
فيما يخص مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة
الدمار الشامل.

إن رئيس لجنة الإشراف على التأمينات

- بمقتضى الأمر رقم 95-07 المؤرخ في 23 شعبان 1415 الموافق 25 جانفي 1995، المتعلق بالتأمينات، المعدل و المتمم .
- و بمقتضى القانون رقم 05-01 المؤرخ في 27 ذي الحجة عام 1425 الموافق 6 فبراير 2005 المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتهما، المعدل والمتمم.
- و بمقتضى القانون رقم 18-07 المؤرخ في 25 رمضان عام 1439 الموافق 10 يونيو 2018 و المتعلق بحماية الأشخاص الطبيعيين في مجال حماية المعطيات ذات الطابع الشخصي، المعدل والمتمم.
- و بمقتضى المرسوم الرئاسي المؤرخ في 14 ذي الحجة عام 1443، الموافق 13 يوليو سنة 2022، يحدد القائمة الاسمية لأعضاء لجنة الإشراف على التأمينات.
- و بمقتضى المرسوم الرئاسي المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1445، الموافق 24 يونيو 2024، يتضمن تعيين رئيس لجنة الإشراف على التأمينات.
- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 113-08 المؤرخ في 03 ربيع الثاني عام 1429 الموافق 09 أبريل 2008، يوضح مهام لجنة الإشراف على التأمينات.
- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 36-22 المؤرخ في أول جمادى الثانية عام 1443 الموافق 04 جانفي سنة 2022 يحدد مهام خلية معالجة الاستعلام المالي و تنظيمها و سيرها.
- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 429-23 المؤرخ في 15 جمادى الأولى عام 1445 الموافق 29 نوفمبر 2023 المتعلق بالسجل العمومي للمستفيدين الحقيقيين من الأشخاص المعنوية الخاضعة للقانون الجزائري.



- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 430-23 المؤرخ في 15 جمادى الأولى عام 1445 الموافق 29 نوفمبر 2023 الذي يحدد شروط وكيفيات ممارسة سلطات الضبط و/أو الرقابة و/أو الإشراف مهامها في مجال الوقاية و مكافحة تبييض الأموال و تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، تجاه الخاضعين.
- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 242-24 المؤرخ في 17 محرم عام 1446 الموافق 23 يوليو 2024 الذي يحدد شروط وكيفيات قيام الخاضعين بوضع وتنفيذ برامج الرقابة الداخلية، في إطار الوقاية من تبييض الأموال و تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.
- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 101-25 المؤرخ في 12 رمضان عام 1446 الموافق 12 مارس 2025 المتعلق بإجراءات تجميد و/أو حجز الأموال في إطار الوقاية من تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل و مكافحتهما.
- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 102-25 المؤرخ في 12 رمضان عام 1446 الموافق 12 مارس 2025 الذي يحدد تشكيلة عمل لجنة متابعة العقوبات الدولية المستهدفة وتنظيمها وسيرها.
- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 103-25 المؤرخ في 12 رمضان عام 1446 الموافق 12 مارس 2025 الذي يحدد كيفيات التسجيل في القائمة الوطنية للأشخاص والكيانات الإرهابية و الشطب منها و الآثار المترتبة على ذلك.
- و بمقتضى النظام رقم 01 المؤرخ في 06 نوفمبر 2024، المتعلق بالتزامات الخاضعين في مجال التأمين فيما يخص مكافحة تبييض الأموال و تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.

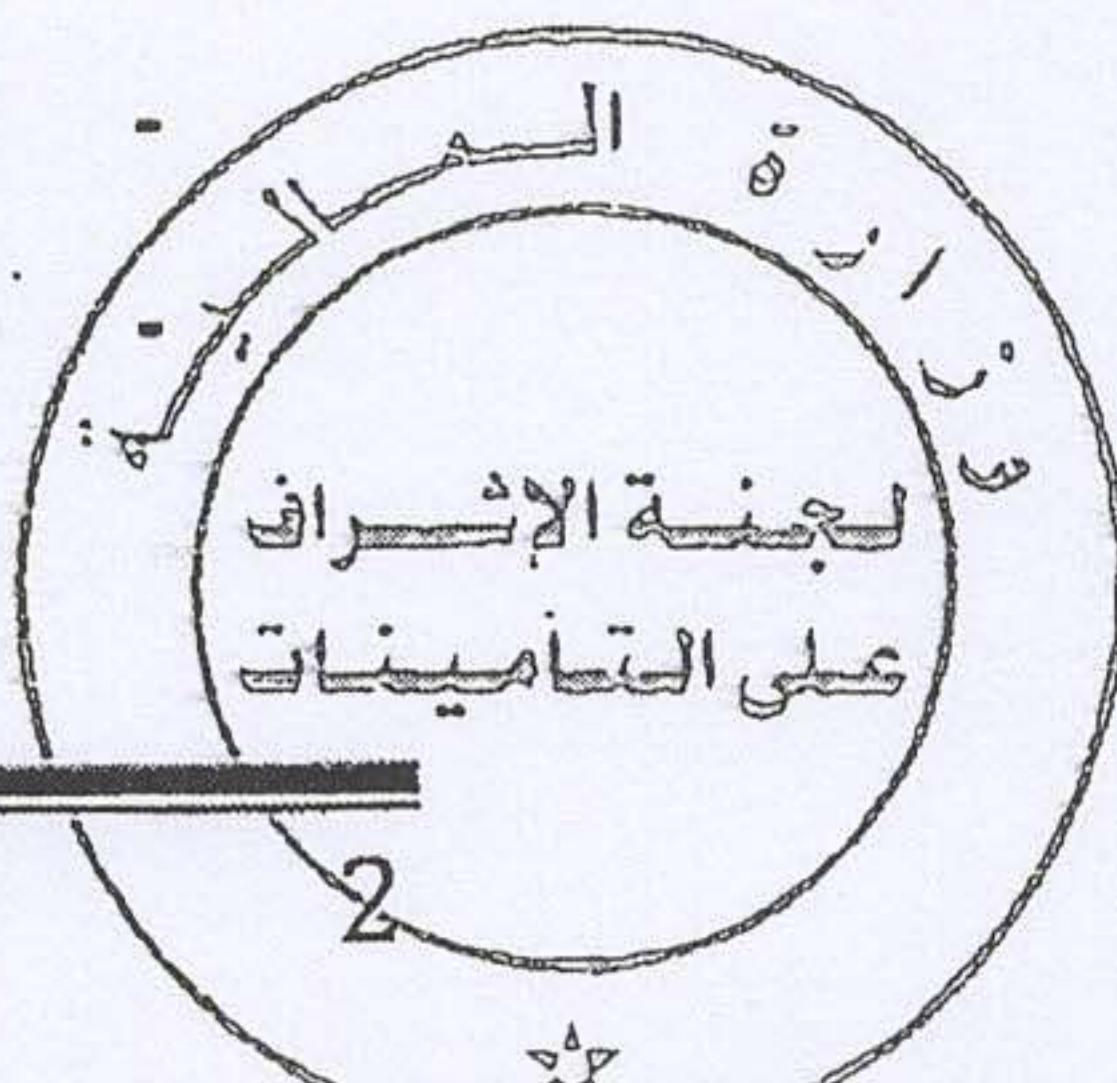
يصدر النظام الآتي نصه

المادة الأولى: يهدف هذا النظام إلى تعديل و تتميم النظام رقم 01 المؤرخ في 06 نوفمبر 2024، و المتعلق بالتزامات الخاضعين في مجال التأمين فيما يخص مكافحة تبييض الأموال و تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.

المادة 02: تعدل و تتمم أحكام المادة 02 من النظام رقم 01 المؤرخ في 06 نوفمبر 2024، و المذكور أعلاه، و تحرر كما يأتي:

"المادة 02: يكون للكلمات والعبارات الواردة في هذا النظام المعاني المخصصة لها أدناه :

الخاضعون : (بدون تغيير)
الزيون : (بدون تغيير)



الزيون العرضي: (بدون تغيير)
علاقة الأعمال : (بدون تغيير)

المستفيد الحقيقي: الشخص أو الأشخاص الطبيعيون الذين في آخر المطاف وبطريقة مباشرة أو غير مباشرة :

- 1- يمتلكون أو يسيطرون فعلياً على الزيون أو وكيل الزيون أو المستفيد من عقود التأمين على الحياة أو الاستثمار و/ أو ،
- 2- تتم لصالحهم عملية أو تعقد لصالحهم علاقة عمل ،
- 3- يمارسون سيطرة فعلية على شخص معنوي أو على ترتيبات قانونية.

الأشخاص المعرضون سياسياً : الجزائريون والأجانب الموكلة إليهم أو الذين أوكلت إليهم مهام عامة بارزة في الجزائر أو في الخارج كرؤساء الدول أو الحكومات والسياسيين رفيعي المستوى والمسؤولين الحكوميين والمسؤولين القضائيين رفيعي المستوى ومسيري الشركات المملوكة للدولة، وكبار المسؤولين في الأحزاب السياسية، وكذلك الأشخاص الموكلة إليهم أو الذين أوكلت إليهم مهام بارزة من قبل منظمة دولية كأعضاء الإدارة العليا ومن فيهم المديرون ونواب المديرين وأعضاء مجالس الإدارة أو المناصب التي تعادلها .

ولا ينطبق هذا التعريف على الأشخاص الذين يشغلون مناصب متوسطة أو أقل في الفئات المذكورة أعلاه.

المجموعة المالية: (بدون تغيير)

المادة 03: تعدل و تتم أستئام المادة 16 من النظام رقم 01 المؤرخ في 06 نوفمبر 2024، و المذكور أعلاه، و تحرر كما يأتي:

"المادة 16: يجب على شركات التأمين و/أو إعادة التأمين و سماسرة التأمين اتخاذ التدابير الآتية، إضافة إلى إجراءات العناية المطلوبة بالنسبة للزبائن والمستفيدين الحقيقيين وفقاً لأحكام هذا الفصل:

- أ) (بدون تغيير)
- ب) (بدون تغيير) لحظة دفع التعويض.

يتعين على شركات التأمين و/أو إعادة التأمين و سماسرة التأمين اتخاذ الإجراءات المعقولة لتحديد ما إذا كان المستفيد أو المستفيد الحقيقي من عقد التأمين على الحياة شخصاً معرضاً سياسياً، وذلك عند تحديد هوية المستفيد، وعلى أقصى تقدير قبل دفع أي تعويضات أو منافع مالية ناتجة عن العقد.



وفي حالة تحديد أن المستفيد أو المستفيد الحقيقي شخصاً معرضاً سياسياً ويشكل مخاطر مرتفعة، يتعين على الخاضع ما يلي:

- الحصول على موافقة المديرية العامة (أو هيئة اتخاذ القرار للشخص المعنوي) قبل دفع متحصلات وثيقة التأمين؛
- إجراء فحص دقيق ومعزز لعلاقة العمل بكاملها مع حامل وثيقة التأمين أو المستفيد؛
- النظر في تقديم إخطار بالاشتباه إلى خلية معالجة الاستعلام المالي.

المادة 04: تعدل و تتمم أحكام المادة 17 من النظام رقم 01 المؤرخ في 06 نوفمبر 2024، و المذكور أعلاه، و تحرر كما يأتي:

"المادة 17: يجب على الخاضعين وضع وتنفيذ نظام مناسب لإدارة مخاطر الأشخاص المعرضين سياسياً، سواء كانوا زبائن محتملين أو زبائن حاليين أو مستفيدين حقيقين، لتحديد ما إذا كان الشخص المعنوي شخصاً معرضاً سياسياً محلياً أو أجنبياً أو يشغل وظيفة بارزة في منظمة دولية، وفقاً لأحكام القانون رقم 01-05 المؤرخ في 6 فبراير 2005، المعدل والمتمم.

يتعين على الخاضعين، في حالة تحديد أن الزبون أو المستفيد الحقيقي هو شخص معرض سياسياً، أن يقوموا بما يلي:

- الحصول على موافقة المديرية العامة (أو هيئة اتخاذ القرار للشخص المعنوي) قبل إقامة أو الاستمرار في علاقة عمل معه؛
- إتخاذ تدابير معقولة لمعرفة مصدر الثروة ومصدر الأموال للزبائن والمستفيدين الحقيقين المحددين كأشخاص معرضين سياسياً؛
- القيام بالمتابعة المستمرة المعززة لعلاقة الأعمال.

كما يتعين على الخاضعين تطبيق التدابير نفسها، بشكل مناسب، على:

أفراد عائلة الأشخاص المعرضين سياسياً، والأشخاص المعروفين بارتباطهم الوثيق بهم من خلال علاقات عمل أو علاقات مالية أو اجتماعية وثيقة.

يقصد بعبارة "الأشخاص المرتبطين ارتباطاً وثيقاً" كل شخص طبيعي معروف أن له علاقة عمل أو مصلحة مالية أو ملكية مشتركة مع الشخص المعرض سياسياً، أو أي شخص آخر تربطه به علاقة وثيقة من شأنها أن تخلق مخاطر مماثلة."



المادة 05: تعدل و تتم أحكام المادة 23 من النظام رقم 01 المؤرخ في 06 نوفمبر 2024، و المذكور أعلاه، و تحرر كما يأتي:

"المادة 23: يجب على الخاضعين تطبيق تدابير العناية الواجبة المعززة والتدابير المضادة المناسبة مع درجة المخاطر اتجاه الدول التي:

1. تدعى مجموعة العمل المالي إلى اتخاذ إجراءات مضادة بشأنها،
2. تصنفها خلية معالجة الاستعلام المالي كدول عالية المخاطر.

وتشمل هذه التدابير ما يلي:

أ) تدابير العناية المعززة المنصوص عليها في القانون رقم 01-05 المؤرخ في 6 فبراير 2005 المتعلقة بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتهما، المعدل والمتمم، و في هذا النظام.

ب) أي إجراءات إضافية تعلنها مجموعة العمل المالي،

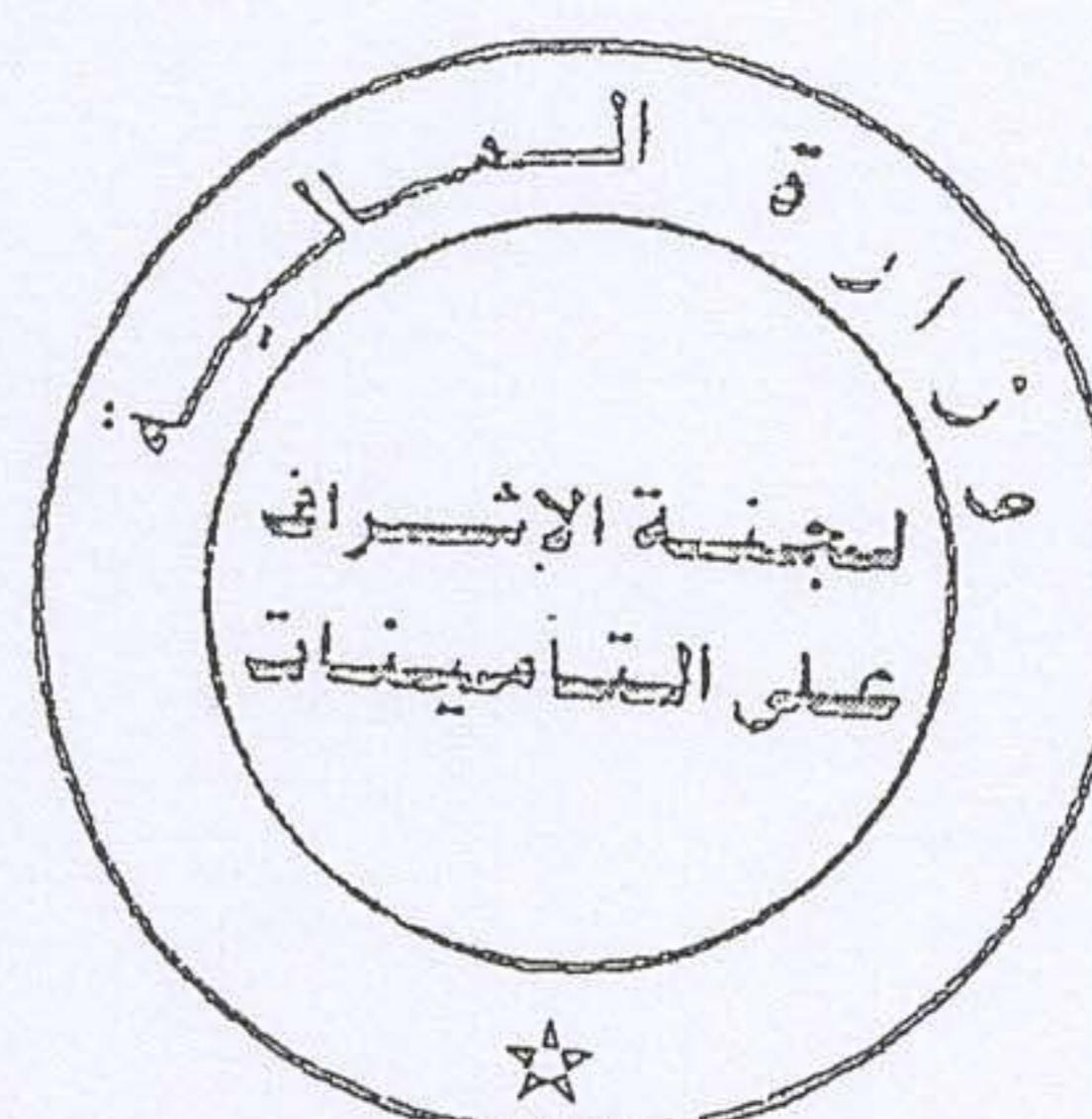
ج) أي تدابير أو إجراءات معززة إضافية يتم تعميمها من قبل لجنة الإشراف على التأمينات و/أو خلية معالجة الاستعلام المالي،

د) أي تدبير آخر معزز له تأثير مماثل في تخفيف المخاطر."

رئيس لجنة الإشراف على التأمينات

رئيس لجنة الإشراف على التأمينات

إمضاء: حاج محمد نسبسي



MINISTÈRE DES FINANCES
Commission de Supervision des Assurances
Le Président

وزارة المالية
لجنة الإشراف على التأمينات
الرئيس

رقم/ ل إ ت / الرئيس.
N°/CSA/Président.

التعليمية رقم 02 المؤرخة في 20 OCT. 2025، المعدلة و المتممة للتعليمية رقم 01 المؤرخة في 21 نوفمبر 2024، تتعلق بالغاية الواجبة اتجاه الزبائن فيما يخص مكافحة تبييض الأموال و تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.

المادة الأولى: تهدف هذه التعليمية إلى تعديل و تتميم التعليمية رقم 01 المؤرخة في 21 نوفمبر 2024، و المتعلقة بالغاية الواجبة اتجاه الزبائن فيما يخص مكافحة تبييض الأموال و تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.

المادة 02: تعدل و تتمم أحكام المادة 10 من التعليمية رقم 01 المؤرخة في 21 نوفمبر 2024، و المذكورة أعلاه، و تحرر كما يأتي:

"المادة 10: يجب على شركات التأمين و/أو إعادة التأمين و سمسارة التأمين اتخاذ التدابير الآتية، إضافة إلى إجراءات العناية المطلوبة بالنسبة للزبائن والمستفيدن الحقيقيين وفقا لأحكام هذا الباب:

أ) (بدون تغيير)
ب) اعتبار (بدون تغيير) لحظة دفع التعويض.

و يتعين على شركات التأمين و/أو إعادة التأمين و سمسارة التأمين اتخاذ الإجراءات المعقولة لتحديد ما إذا كان المستفيد أو المستفيد الحقيقي من عقد التأمين على الحياة شخصاً معرضاً سياسياً، وذلك عند تحديد هوية المستفيد، وعلى أقصى قدر قبل دفع أي تعويضات أو منافع مالية ناتجة عن العقد.

وفي حالة تحديد أن المستفيد أو المستفيد الحقيقي شخص معرض سياسياً ويشكل مخاطر مرتفعة، يتعين على الخاضع ما يلي:

- الحصول على موافقة المديرية العامة (أو هيئة اتخاذ القرار للشخص المعنوي)
قبل دفع متحصلات وثيقة التأمين؛



- إجراء فحص دقيق ومعزز لعلاقة العمل بكمالها مع حامل وثيقة التأمين أو المستفيد؟

- النظر في تقديم إخطار بالاشتباه إلى خلية معالجة الاستعلام المالي."

المادة 03: تعدل و تتمم أحكام المادة 25 من التعليمية رقم 01 المؤرخة في 21 نوفمبر 2024، و المذكورة أعلاه، و تحرر كما يأتي:

"المادة 25: يجب على الخاضعين تطبيق إجراءات العناية الواجبة المعززة على علاقات الأعمال و العمليات المالية التي تتم مع الأشخاص الطبيعيين والمعنويين، بما في ذلك المؤسسات المالية المرتبطة بالدول التي:

- تدعوا مجموعة العمل المالي إلى اتخاذ تدابير معززة أو تدابير مضادة بشأنها.

- تحددها خلية معالجة الاستعلام المالي على أنها تشكل خطراً مرتفعاً، استناداً إلى تقييمها المستقل.

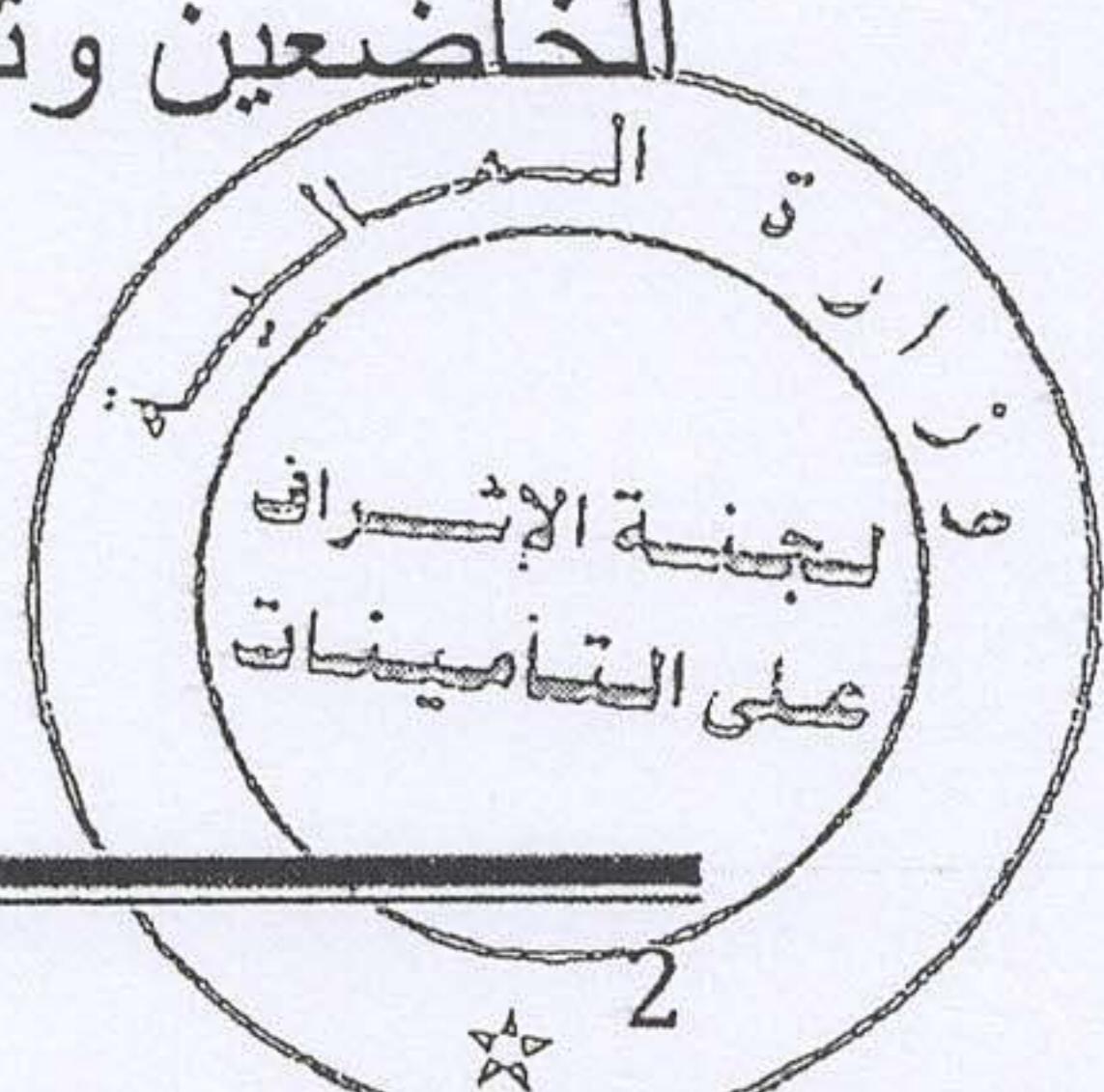
ويجب على الخاضعين، تبعاً لذلك، تطبيق التدابير أو الإجراءات المعززة التالية:

- إجراءات العناية المعززة المنصوص عليها في القانون رقم 01-05 المؤرخ في 6 فبراير 2005 المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتهما، المعدل والمتمم، و النظام رقم 01 المؤرخ في 06 نوفمبر 2024، يتعلق بالتزامات الخاضعين في مجال التأمين فيما يخص مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، المعدل و المتمم و هذه التعليمية و الخطوط التوجيهية.

- أي إجراءات إضافية تعلنها مجموعة العمل المالي،

- أي إجراءات معززة أخرى تهدف إلى تخفيف المخاطر، والتي تتسم بتأثير مماثل.

تقوم خلية معالجة الاستعلام المالي بإبلاغ لجنة الإشراف على التأمينات بالبيانات (التعليمات) الصادرة عن مجموعة العمل المالي، أو تلك التي تصدرها الخلية بناءً على تقييمها المستقل للمخاطر. تصدر لجنة الإشراف على التأمينات، استناداً إلى هذه البيانات، تعليماً يتضمن التدابير المضادة الواجب تطبيقها على الخاضعين بما يتناسب مع مستوى المخاطر المحدد، وتتولى إبلاغ هذه التعليمات إلى جميع الخاضعين وتحديد الإجراءات الوقائية المناسبة الواجب اتخاذها.



كما تقوم خلية معالجة الاستعلام المالي بإبلاغ لجنة الإشراف على التأمينات بشكل دوري، أو كلما اقتضت الضرورة، بالتعيميات المتعلقة بأوجه الضعف أو القصور في أنظمة مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب في الدول الأخرى. تتولى لجنة الإشراف على التأمينات، إبلاغ الخاضعين بهذه التعيميات لاتخاذ ما يلزم من تدابير وقائية أو تصحيحية فورية".

رئيس لجنة الإشراف على التأمينات

رئيس لجنة الإشراف على التأمينات
امضاء: شاعر نسيم سبع



MINISTÈRE DES FINANCES
Commission de Supervision des Assurances
Le Président

وزارة المالية
لجنة الإشراف على التأمينات

الرئيس

N°...../CSA/Président.

رقم/L إت / الرئيس.

الخطوط التوجيهية رقم 05 المؤرخة في 23 OCT 2025 المتعلقة بالأشخاص المعرضين سياسياً

مقدمة :

في إطار تعزيز منظومة مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب، تُعتبر مسألة التعامل مع الأشخاص المعرضين سياسياً أحد أهم محاور التحدي التي تفرضها المعايير الدولية. يُشكل الزبائن الذين يندرجون ضمن هذه الفئة، نظراً لوظائفهم أو نفوذهم، خطراً متزايداً لاستغلال النظام المالي لأغراض الفساد والأنشطة غير المشروعة.

تهدف هذه الخطوط التوجيهية إلى توفير إطار عمل واضح وملزم للخاضعين، لضمان الامتثال الكامل للتشريع الوطني وتوصيات مجموعة العمل المالي. إن الالتزام بتطبيق العناية الواجبة المعززة والمراقبة الصارمة لهذه الفئة من الزبائن هو ضمانة لحماية نزاهة واستقرار القطاع المالي الجزائري.

1. الهدف وال نطاق :

تهدف هذه الخطوط التوجيهية إلى تحديد الالتزامات الواجبة على الخاضعين تجاه زبائنهم الذين يندرجون ضمن فئة الأشخاص المعرضين سياسياً.

تُسري هذه الخطوط التوجيهية على جميع الخاضعين لرقابة لجنة الإشراف على التأمينات، وهم شركات التأمين و/أو إعادة التأمين وسماسرة التأمين.

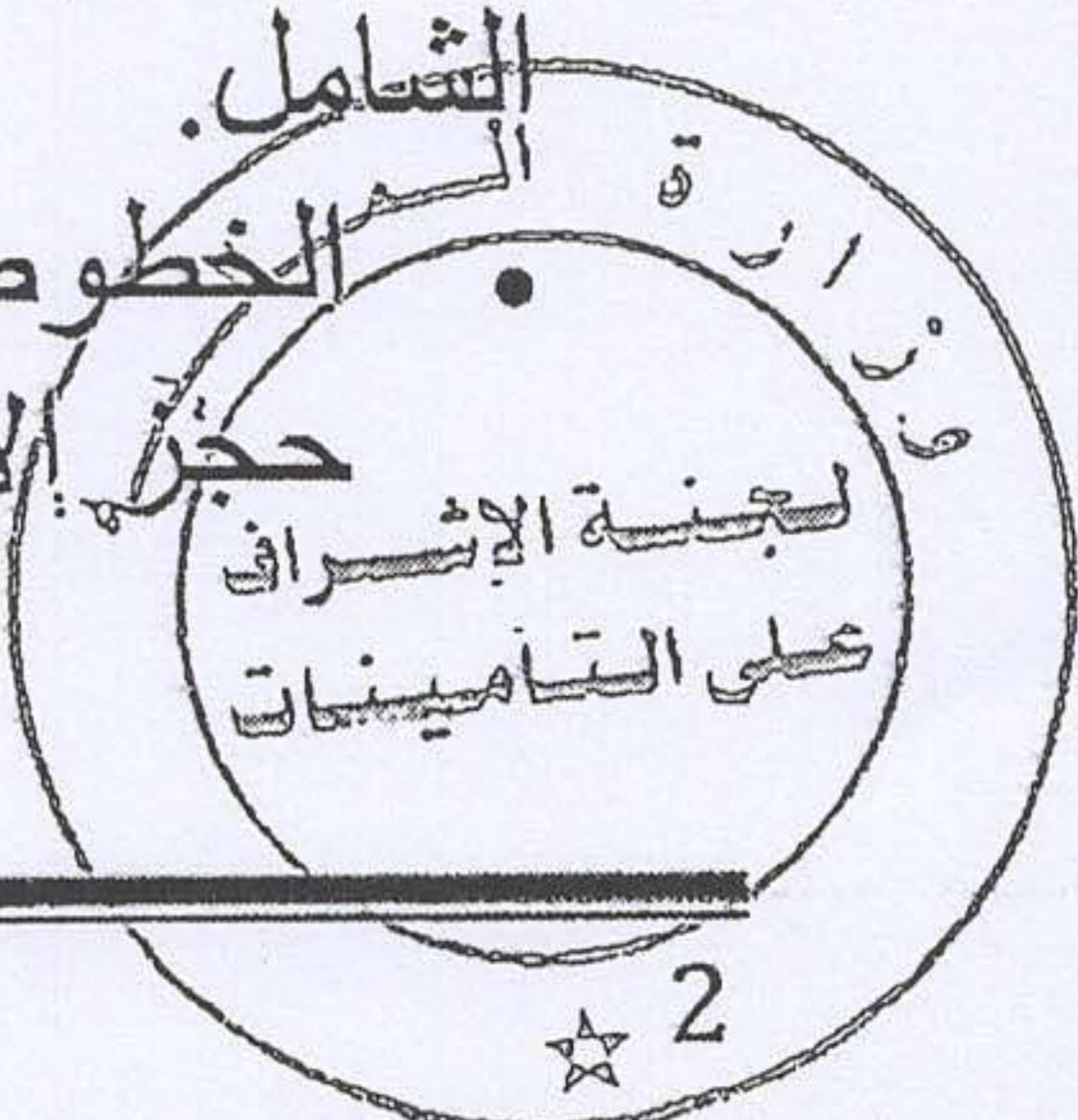
2. الإطار القانوني والتعريف الأساسية:

2.1. الإطار التنظيمي والمعايير :

تدرج هذه الخطوط التوجيهية ضمن الإطار التشريعي والتنظيمي الهدف إلى تعزيز منظومة الوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل ومكافحتها. وهي تسلتلت إلى النصوص الوطنية والمعايير الدولية التالية:



- الأمر رقم 156-66 المؤرخ في 8 يونيو 1966 المتضمن قانون العقوبات، المعدل والمتتم.
- الأمر رقم 95-07 المؤرخ في 25 جانفي 1995، المتعلق بالتأمينات، المعدل و المتتم.
- القانون رقم 01-05 المؤرخ في 6 فبراير 2005 المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتهما، المعدل والمتتم.
- القانون رقم 07-18 المؤرخ في 10 يونيو 2018 و المتعلق بحماية الأشخاص الطبيعيين في مجال حماية المعطيات ذات الطابع الشخصي، المعدل والمتتم.
- المرسوم التنفيذي رقم 429-23 المؤرخ في 29 نوفمبر 2023 المتعلق بالسجل العمومي للمستفيدين الحقيقيين من الأشخاص المعنوية الخاضعة لقانون الجزائري.
- المرسوم التنفيذي رقم 430-23 المؤرخ في 29 نوفمبر 2023 الذي يحدد شروط وكيفيات ممارسة سلطات الضبط و/أو الرقابة و/أو الإشراف مهامها في مجال الوقاية و مكافحة تبييض الأموال و تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، تجاه الخاضعين.
- المرسوم التنفيذي رقم 242-24 المؤرخ في 23 يوليو 2024 الذي يحدد شروط وكيفيات قيام الخاضعين بوضع وتنفيذ برامج الرقابة الداخلية، في إطار الوقاية من تبييض الأموال و تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.
- المرسوم التنفيذي رقم 101-25 المؤرخ في 12 مارس 2025 المتعلق بإجراءات تجميد و/أو حجز الأموال في إطار الوقاية من تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل و مكافحتهما.
- المرسوم التنفيذي رقم 102-25 المؤرخ في 12 مارس 2025 الذي يحدد تشكيلاً عمل لجنة متابعة العقوبات الدولية المستهدفة وتنظيمها وسيرها.
- المرسوم التنفيذي رقم 103-25 المؤرخ في 12 مارس 2025 الذي يحدد كيفيات التسجيل في القائمة الوطنية للأشخاص والكيانات الإرهابية و الشطب منها و الآثار المترتبة على ذلك.
- نظام لجنة الإشراف على التأمينات رقم 01 المؤرخ في 06 نوفمبر 2024، يتعلق بالتزامات الخاضعين في مجال التأمين فيما يخص مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، المعدل و المتتم.
- تعليمات لجنة الإشراف على التأمينات رقم 01 المؤرخة في 21 نوفمبر 2024 تتعلق بالعناية الواجبة اتجاه الزبائن فيما يخص مكافحة تبييض الأموال و تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، المعدلة و المتتمة.
- الخطوط التوجيهية رقم 01 المؤرخة في 01 جوان 2025 المتعلقة بالتقدير الذاتي لمخاطر تبييض الأموال و تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل على مستوى شركات التأمين و/أو إعادة التأمين و سماسرة التأمين.
- الخطوط التوجيهية رقم 02 المؤرخة في 01 جوان 2025 المتعلقة بإجراءات العناية الواجبة اتجاه الزبائن على مستوى شركات التأمين و/أو إعادة التأمين و سماسرة التأمين في مجال مكافحة تبييض الأموال و تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.
- الخطوط التوجيهية رقم 03 المؤرخة في 15 جوان 2025 المتعلقة بتدابير التجميد و/أو حجز الأموال والمتلكات في إطار العقوبات المالية المستهدفة.



- الخطوط التوجيهية رقم 04 المؤرخة في 15 جوان 2025 المتعلقة بتدابير تحديد هوية المستفيدين الحقيقيين والتحقق منها.
- الخطوط التوجيهية رقم 06 المؤرخة في 23 أكتوبر 2025 المتعلقة بالدول عالية المخاطر.
- توصيات مجموعة العمل المالي:
 - التوصية 1 بشأن النهج القائم على المخاطر.
 - التوصيتان 6 و 7 بشأن العقوبات المالية المستهدفة.
 - التوصية 10 بشأن واجب العناية الواجبة تجاه الزبائن.
 - التوصية 11 بشأن الاحتفاظ بالسجلات.
 - التوصية 12 بشأن الأشخاص المعرضين سياسياً.
 - التوصية 15 بشأن التكنولوجيات الجديدة.
 - التوصية 19 بشأن الدول مرتفعة المخاطر.
 - التوصيتان 24 و 25 بشأن شفافية المستفيدين الحقيقيين.
 - التوصية 26 بشأن الرقابة على المؤسسات المالية.
- المذكرات التفسيرية والأدلة العملية الصادرة عن مجموعة العمل المالي.

2.2. التعاريف المعتمدة:

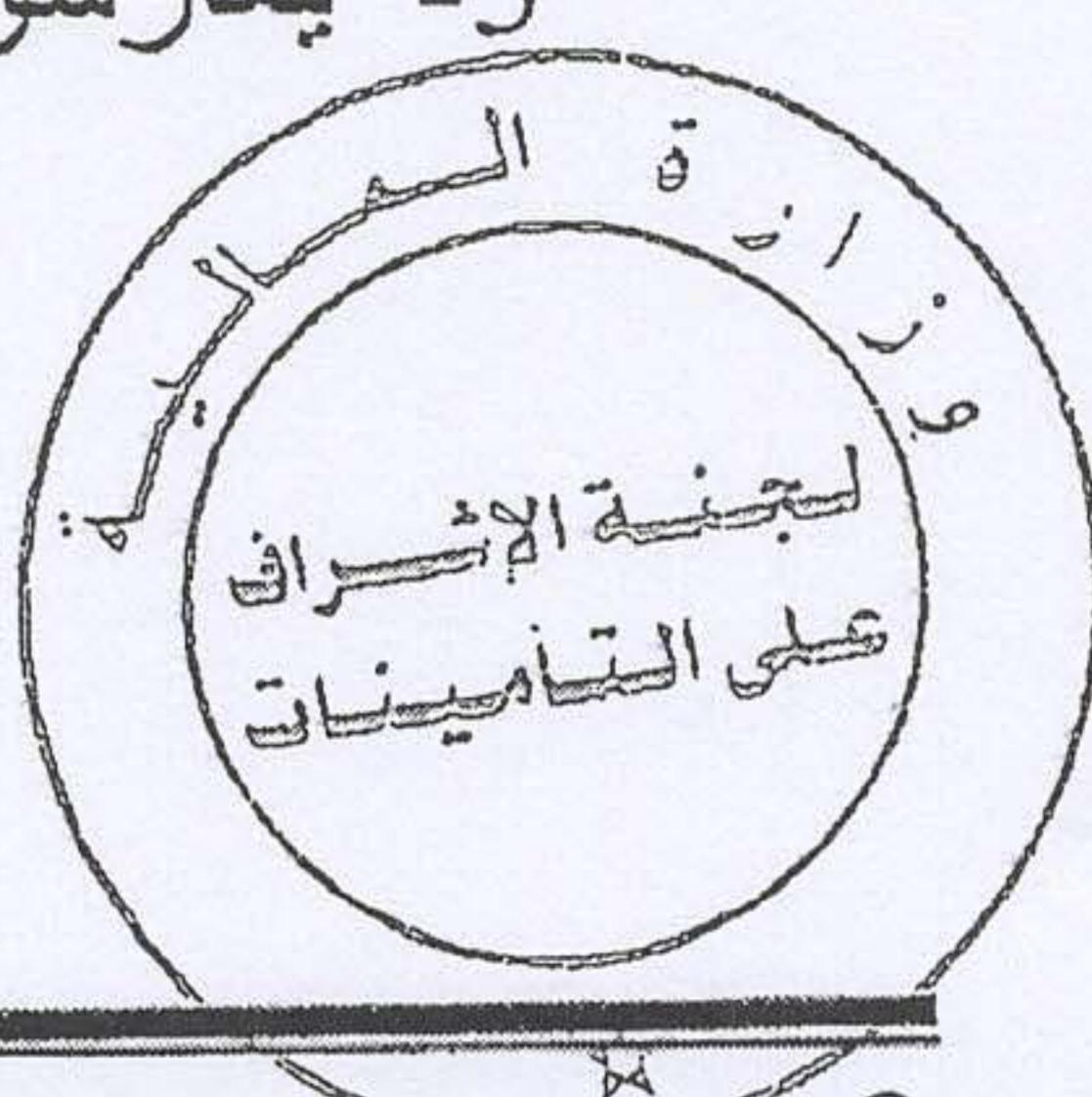
لأغراض هذه الخطوط التوجيهية، يقصد بالمصطلحات التالية ما يأتي:

- **الأشخاص المعرضون سياسياً** : الجزائريون والأجانب الموكلة إليهم أو الذين أوكلت إليهم مهام عامة بارزة في الجزائر أو في الخارج كرؤساء الدول أو الحكومات والسياسيين رفيعي المستوى والمسؤولين الحكوميين والمسؤولين القضائيين رفيعي المستوى ومسيري الشركات المملوكة للدولة، وكبار المسؤولين في الأحزاب السياسية، وكذا الأشخاص الموكلة إليهم أو الذين أوكلت إليهم مهام بارزة من قبل منظمة دولية كأعضاء الإدارة العليا بمن فيهم المديرون ونواب المديرين وأعضاء مجالس الإدارة أو المناصب التي تعادلها.

ولا ينطبق هذا التعريف على الأشخاص الذين يشغلون مناصب متوسطة أو أقل في الفئات المذكورة أعلاه.

- **المستفيد الحقيقي** : الشخص أو الأشخاص الطبيعيون الذين في آخر المطاف وبطريقة مباشرة أو غير مباشرة :

- 1- يمتلكون أو يسيطرون فعلياً على الزبون أو وكيل الزبون أو المستفيد من عقود التأمين على الحياة أو الاستثمار و/ أو ،
- 2- تتم لصالحهم عملية أو تعقد لصالحهم علاقة عمل ،
- 3- يمارسون سيطرة فعلية على شخص معنوي أو على ترتيبات قانونية.



3. الالتزامات العامة والنهج القائم على المخاطر:

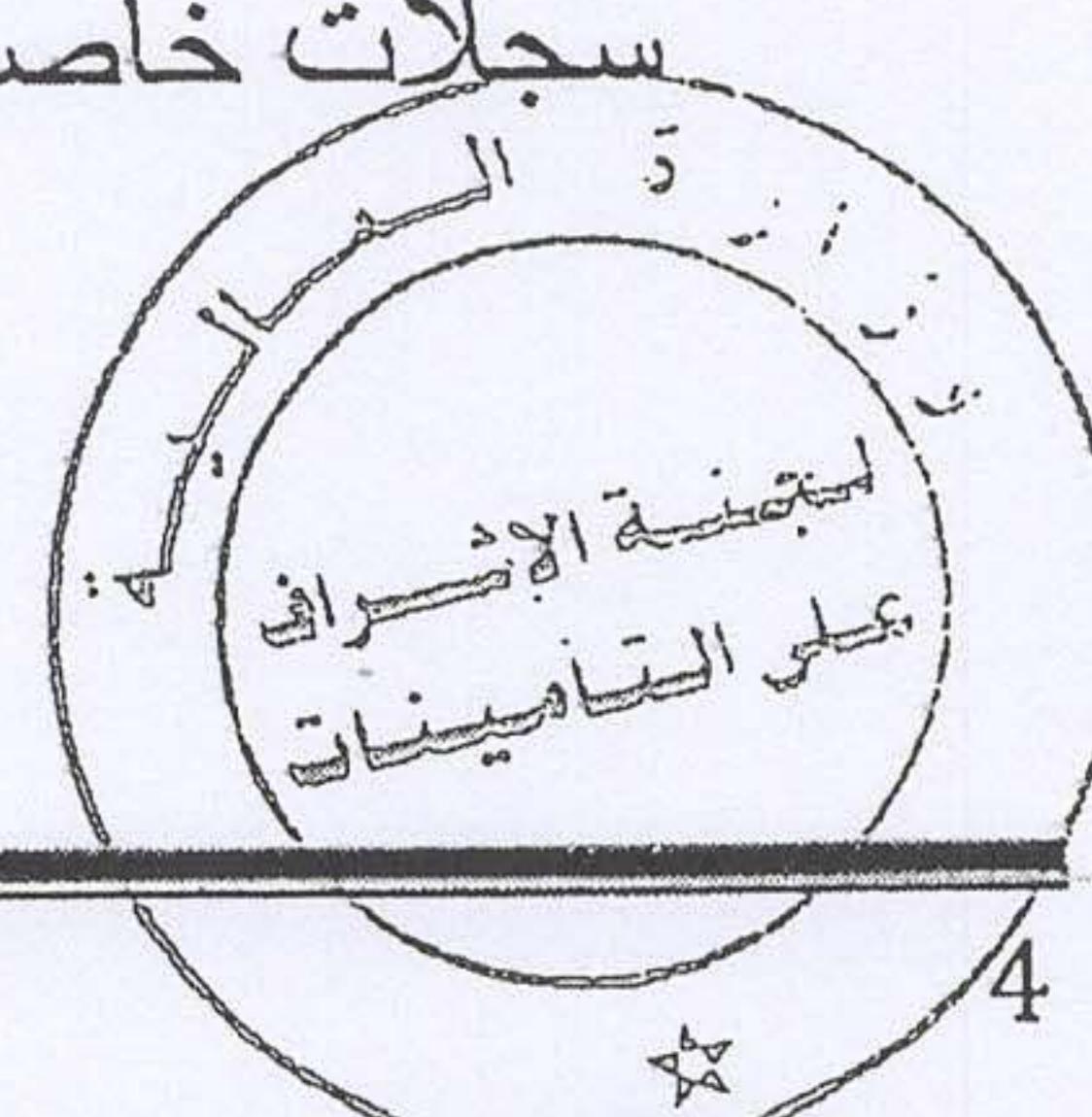
يجب على الخاضعين :

- تحديد وتقييم المخاطر : أن تتوفر لديهم منظومة مناسبة لتسهيل المخاطر تمكّنهم من تحديد ما إذا كان الزبون المحتمل أو الحالى أو المستفيد الحقيقى أو أحد أفراد أسرته أو شخصاً مرتبطاً به بشكل وثيق، شخصاً معرضاً سياسياً، وتطبيق نهج قائم على المخاطر في إجراءات العناية الواجبة الخاصة بهم.
- وضع نظام إدارة المخاطر يسمح بالكشف عما إذا كان الزبون أو ممثله أو المستفيد الحقيقى أو أحد أفراد عائلته، أو الأشخاص المرتبطون به ارتباطاً وثيقاً، ينتمون إلى فئة الأشخاص المعرضين سياسياً، مع وضع سياسة واضحة لقبول زبائن من هذه الفئة، تأخذ في الاعتبار تصنيف الزبائن وفقاً لدرجة المخاطر الخاصة بهم، مع الالتزام بمراجعة هذا التصنيف بشكل دوري أو في حالة حدوث تغيير.
- وضع سياسات وإجراءات وضوابط أنظمة واضحة لإنشاء علاقة الأعمال مع الأشخاص المعرضين سياسياً. يجب معاملة الأشخاص المنتهية ولايتهم بنفس الإجراءات المعززة ما دامت المخاطر المرتبطة بهم قائمة.

4. تدابير العناية الواجبة المعززة:

بالإضافة إلى تدابير العناية الواجبة العادلة المنصوص عليها في القانون رقم 01-05 و نظام لجنة الإشراف على التأمينات رقم 01 المؤرخ في 06 نوفمبر 2024، يتعلق بالالتزامات الخاضعين في مجال التأمين فيما يخص مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، المعدل و المتمم، وتعليمات لجنة الإشراف على التأمينات رقم 01 المؤرخة في 21 نوفمبر 2024 المتعلقة بالعناية الواجبة اتجاه الزبائن فيما يخص مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، المعدلة و المتممة، يجب على الخاضعين تطبيق الإجراءات المعززة التالية تجاه الأشخاص المعرضين سياسياً :

- الموافقة من المديرية العامة أو مجلس المديرين : يمنع الدخول في علاقة عمل أو موافقتها مع شخص معرض سياسياً، إلا بعد الحصول على ترخيص مسبق من المديرية العامة أو مجلس المديرين للخاضع.
- التحقق من مصدر الأموال والثروة : اتخاذ جميع الإجراءات المعقولة لتحديد أصل الأموال ومصدر الثروة، والحرص على ضمان مراقبة معززة ومستمرة لعلاقة الأعمال.
- المراقبة المعززة والمستمرة : الحرث على ضمان مراقبة معززة ومستمرة لعلاقة الأعمال. يجب إيلاء عناية خاصة للعمليات المنفذة وأغراضها، مع تسجيل النتائج في سجلات خاصة.



يجب على الخاضعين ضمان توثيق جميع الإجراءات المتخذة، بدءاً من تحديد فئة الأشخاص المعرضين سياسياً وصولاً إلى الموافقة على العلاقات.

5. الالتزامات الخاصة بعقود التأمين على الحياة :

يجب على شركات التأمين وإعادة التأمين وسماسرة التأمين اتخاذ التدابير اللازمة لتحديد ما إذا كان المستفيد من عقد التأمين على الحياة أو المستفيد الحقيقي منه هو شخص معرض سياسياً، وذلك على أقصى تقدير عند دفع التعويض أو عند تحديد مخاطر أعلى.

إذا تم تحديد أن الزبون أو المستفيد هو شخص معرض سياسياً، فيجب على الخاضع، إضافة إلى إجراءات العناية الواجبة العادلة:

- **تطبيق العناية الواجبة المعززة على المستفيدين:** تطبيق تدابير العناية الواجبة المعززة على المستفيدين من عقود التأمين على الحياة أو غيرها من المنتجات التأمينية الاستثمارية، بمجرد تحديد أو تسمية هؤلاء المستفيدين، من خلال الحصول على إسم الشخص بالنسبة للمستفيدين المذكورين تحديداً بالاسم، أو الحصول على معلومات كافية عن المستفيدين الذين تم تحديدهم من خلال صفات أو فئات.
- **التحقق من هوية المستفيدين لحظة دفع التعويض :** التحقق من هوية المستفيدين المحددين بالاسم أو الفئة لحظة دفع التعويض.
- **إبلاغ المديرية العامة أو مجلس المديرين :** إخطار المديرية العامة أو مجلس المديرين قبل دفع أي تعويض من منتوج أو عائدات التأمين على الحياة.
- **مراجعة العلاقة :** إجراء فحص دقيق لكامل علاقة الأعمال.
- **التحقيق والإبلاغ عن الشبهات :** يجب على الخاضعين إخطار خلية معالجة الاستعلام المالي بجميع العمليات المشبوهة، بما في ذلك محاولات العمليات المشبوهة أو رفض عمليات بسبب سلوك الزبون، وذلك دون تأخير وبمجرد وجود شبهة.

كما يتعين على الخاضعين تطبيق التدابير نفسها، بشكل مناسب، على أفراد عائلة الأشخاص المعرضين سياسياً، والأشخاص المعروفين بارتباطهم الوثيق بهم من خلال علاقات عمل أو علاقات مالية أو اجتماعية وثيقة.

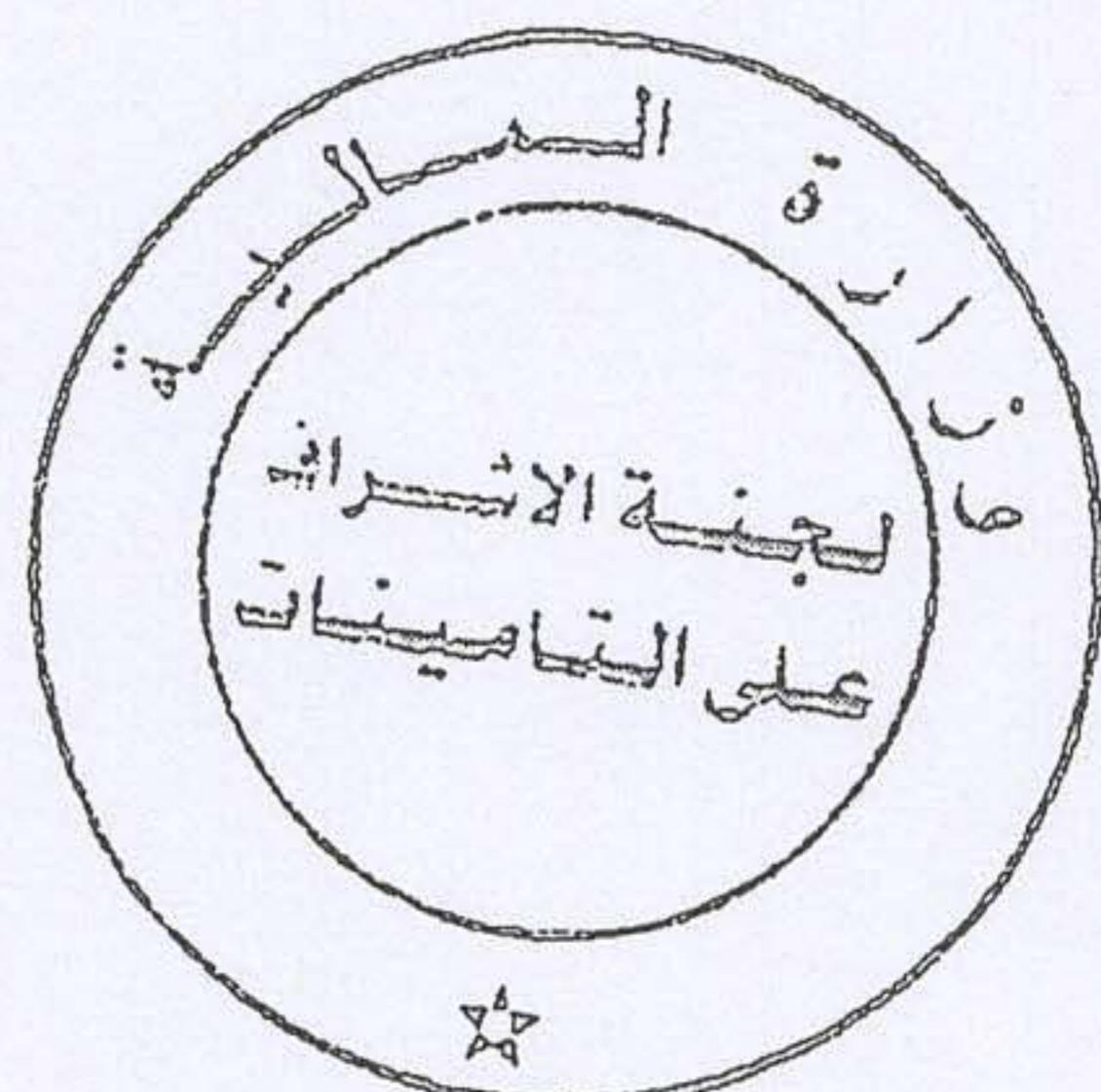
يقصد بعبارة "الأشخاص المرتبطين ارتباطاً وثيقاً" كل شخص طبيعي معروف أن له علاقة عمل أو مصلحة مالية أو ملكية مشتركة مع الشخص المعرض سياسياً، أو أي شخص آخر تربطه به علاقة وثيقة من شأنها أن تخلق مخاطر مماثلة.



6. المسؤولية والعقوبات :

يُعرّض أي إخلال بالالتزامات المنصوص عليها في هذه الخطوط التوجيهية الخاضع للعقوبات المنصوص عليها في التشريع الساري المفعول.

رئيس لجنة الإشراف على التأمينات



MINISTERE DES FINANCES
Commission de Supervision des Assurances
Le Président

وزارة المالية
لجنة الإشراف على التأمينات
الرئيس

N°...../CSA/Président.

رقم/ ل إت/الرئيس

الخطوط التوجيهية رقم 06 المؤرخة في 23 OCT 2025 المتعلقة بالدول
عالية المخاطر

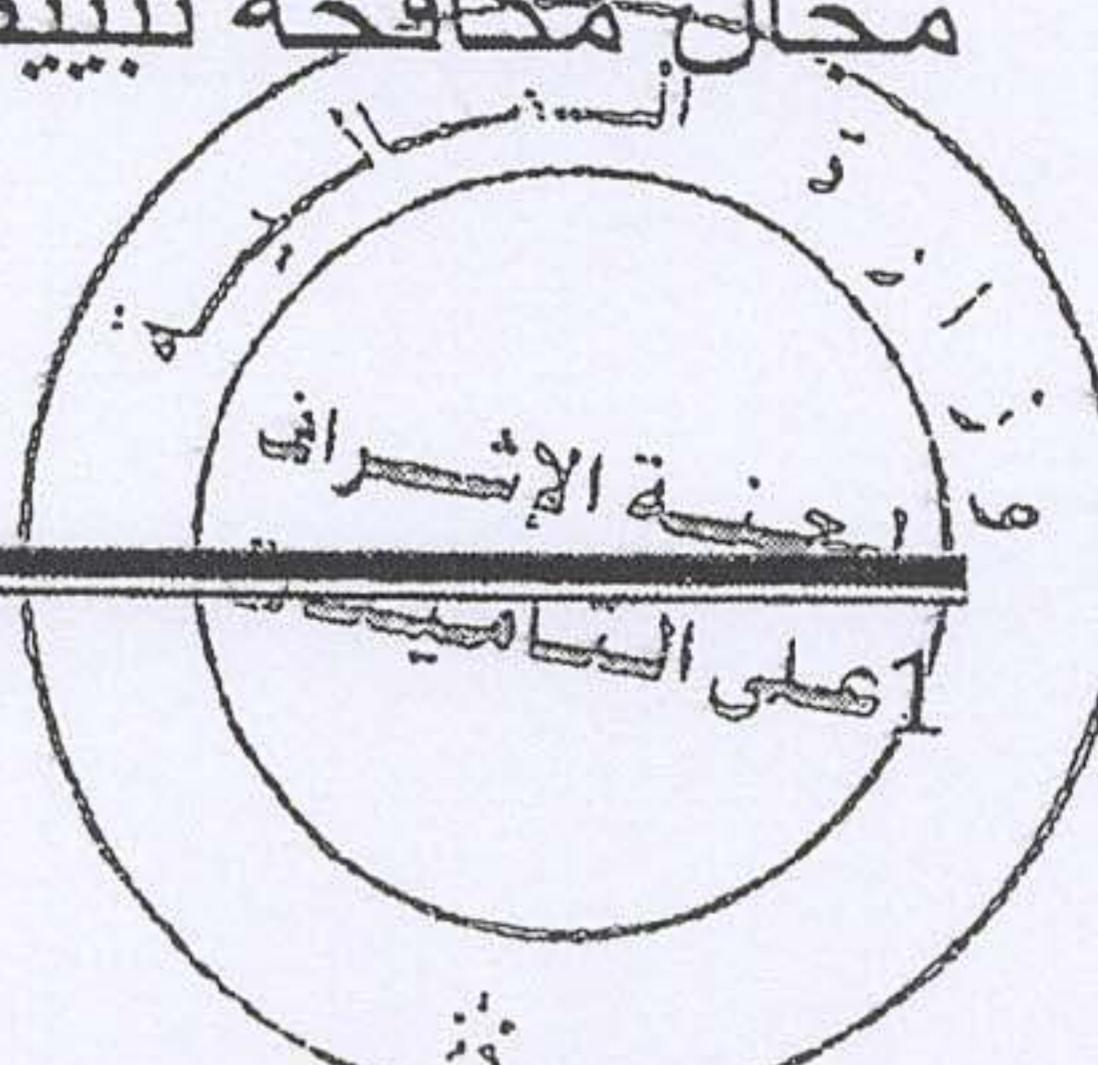
مقدمة :

في سياق التحديات العالمية المرتبطة بتبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، تفرض الأطر التنظيمية الدولية والوطنية على الخاضعين تبني تدابير دقيقة وشاملة لضمان حماية النظام المالي من المخاطر الناشئة. وتمثل هذه التدابير في تطبيق إجراءات عناية مشددة وإجراءات مضادة عند التعامل مع زبائن أو جهات ترتبط بدولى مصنفة عالية المخاطر.

تعتمد هذه الخطوط التوجيهية على معايير دولية محورية، مثل توصيات مجموعة العمل المالي، التي شكل الإطار المرجعي لتقدير الأنظمة المالية عالمياً، بالإضافة إلى التشريع الوطني، وتحديداً القانون رقم 01-05 المؤرخ في 06 فبراير 2005، المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتهما، المعدل والمتمم، والذي يكيف هذه التوصيات مع السياقات المحلية، بهدف تعزيز الثقة في القطاع المالي في الجزائر والحد من التدفقات المالية غير المشروعة العابرة للحدود.

1. الهدف والنطاق :

تصدر هذه الخطوط التوجيهية تطبيقاً لأحكام المواد 10 مكرر 9 ، 10 مكرر 10 و 10 مكرر 11 من القانون رقم 01-05 المعدل والمتمم بالقانون رقم 025-10 ، والنظام رقم 01 المؤرخ في 06 نوفمبر 2024، المتعلق بالتزامات الخاضعين في مجال التأمين فيما يخص مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، المعدل و المتمم، و كذا عملاً بأحكام التوصية 19 من توصيات مجموعة العمل المالي، و هذا بهدف توضيح التدابير المشددة والإجراءات المضادة الواجب اتباعها تجاه الدول ذات المخاطر المرتفعة في مجال مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.

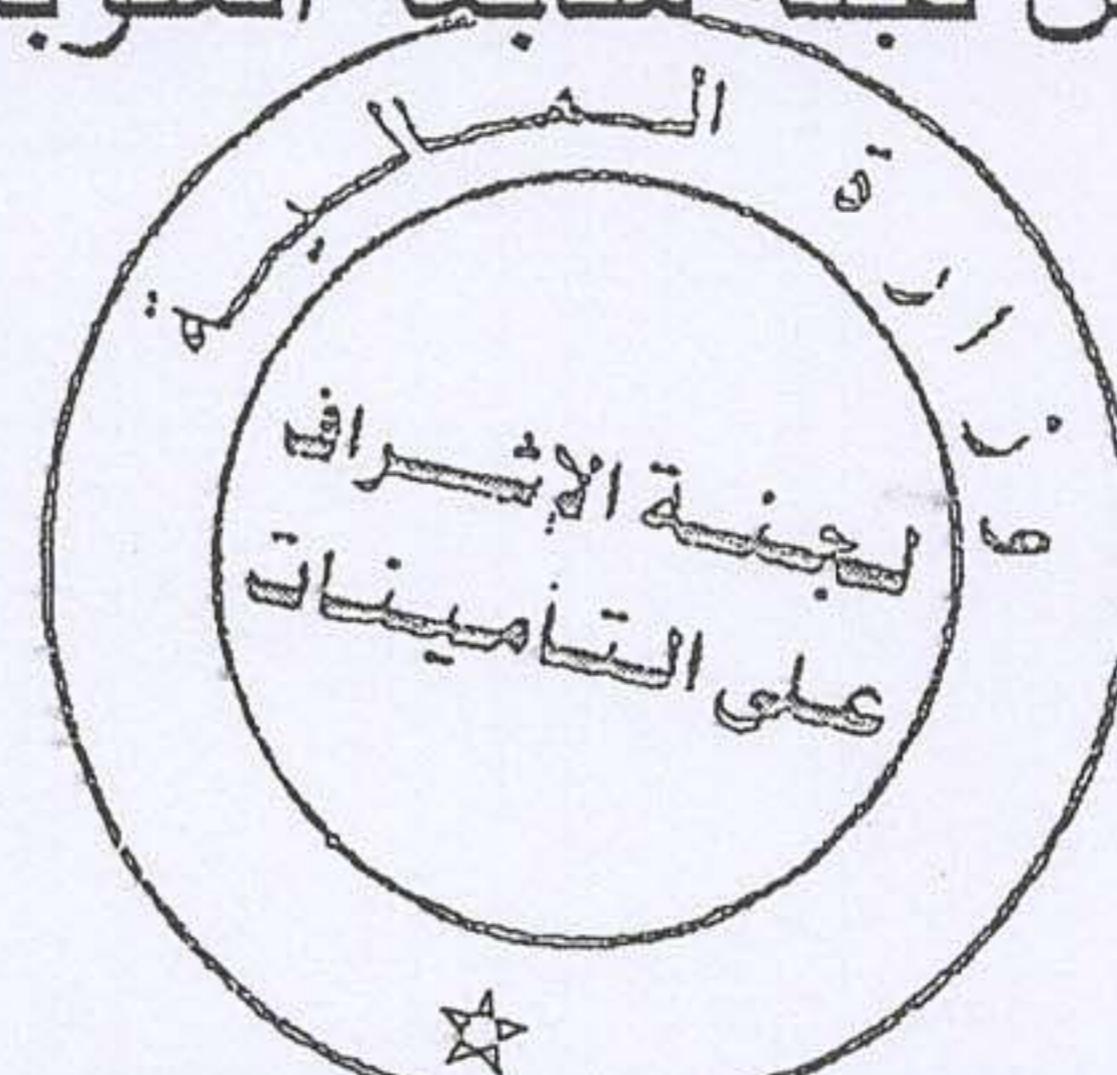


كما تهدف هذه الخطوط التوجيهية إلى توفير إطار منهجي للخاضعين لرقابة لجنة الإشراف على التأمينات، وهم شركات التأمين و/أو إعادة التأمين و سمسارة التأمين. وهي تكمل الخطوط التوجيهية الصادرة عن خلية معالجة الاستعلام المالي مع التركيز على التزامات العناية الواجبة والرقابة الداخلية، بما يتوافق مع القانون رقم 01-05 المعدل والمتمم والتشريع الساري المفعول.

2. الإطار التنظيمي والمعايير :

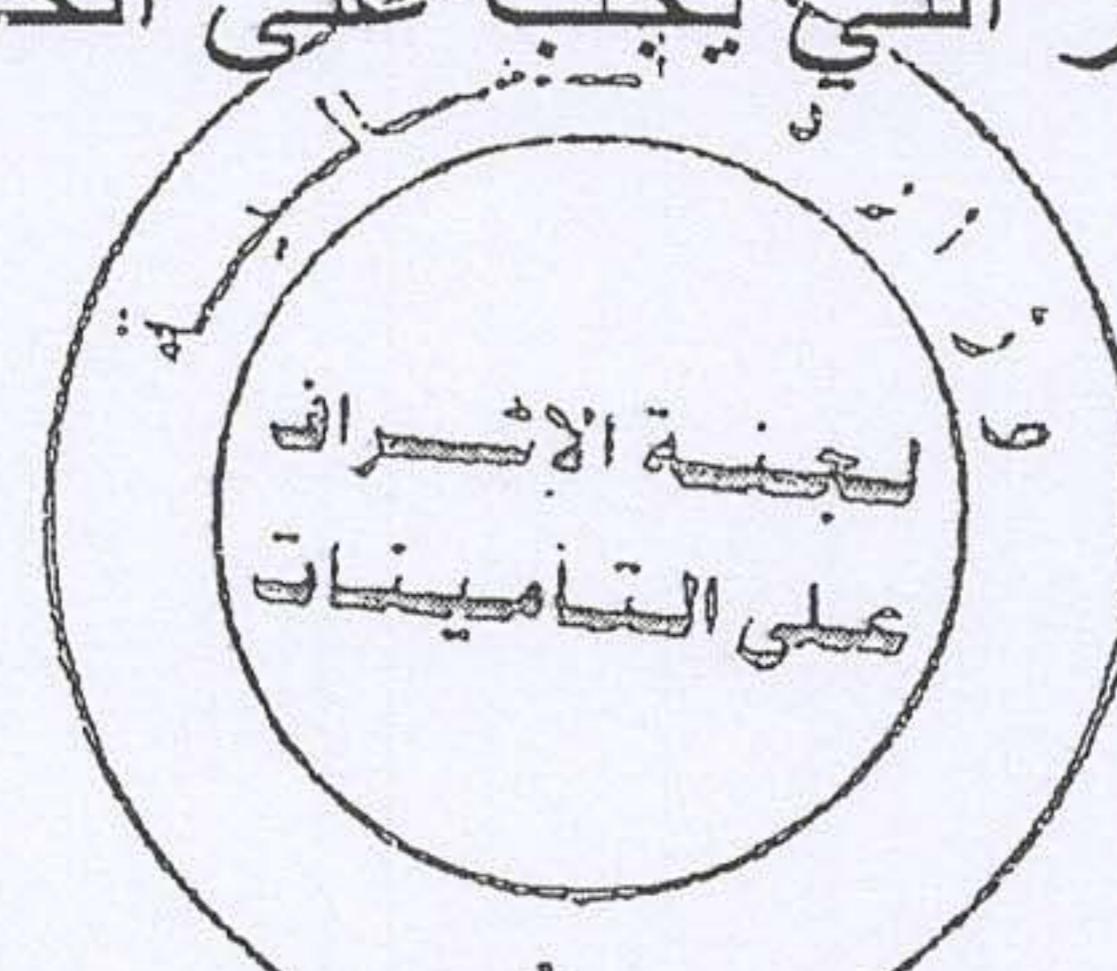
تدرج هذه الخطوط التوجيهية ضمن الإطار التشريعي والتنظيمي الهدف إلى تعزيز منظومة الوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل ومكافحتها. وهي تستند إلى النصوص الوطنية والمعايير الدولية التالية:

- الأمر رقم 156-66 المؤرخ في 8 يونيو 1966 المتضمن قانون العقوبات، المعدل والمتمم.
- الأمر رقم 95-07 المؤرخ في 25 جانفي 1995، المتعلق بالتأمينات، المعدل و المتمم .
- القانون رقم 01-05 المؤرخ في 6 فبراير 2005 المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتهما، المعدل والمتمم.
- القانون رقم 18-07 المؤرخ في 10 يونيو 2018 و المتعلق بحماية الأشخاص الطبيعيين في مجال حماية المعطيات ذات الطابع الشخصي، المعدل والمتمم.
- المرسوم التنفيذي رقم 429-23 المؤرخ في 29 نوفمبر 2023 المتعلق بالسجل العمومي للمستفيدين الحقيقيين من الأشخاص المعنوية الخاضعة للقانون الجزائري.
- المرسوم التنفيذي رقم 430-23 المؤرخ في 29 نوفمبر 2023 الذي يحدد شروط وكيفيات ممارسة سلطات الضبط و/أو الرقابة و/أو الإشراف مهامها في مجال الوقاية و مكافحة تبييض الأموال و تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، تجاه الخاضعين.
- المرسوم التنفيذي رقم 242-24 المؤرخ في 23 يوليو 2024 الذي يحدد شروط وكيفيات قيام الخاضعين بوضع وتنفيذ برامج الرقابة الداخلية. في إطار الوقاية من تبييض الأموال و تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.
- المرسوم التنفيذي رقم 101-25 المؤرخ في 12 مارس 2025 المتعلق بإجراءات تجميد و/أو حجز الأموال في إطار الوقاية من تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل و مكافحتهما.
- المرسوم التنفيذي رقم 102-25 المؤرخ في 12 مارس 2025 الذي يحدد شكلية عمل لجنة متابعة العقوبات الدولية المستهدفة وتنظيمها وسيرها.



- المرسوم التنفيذي رقم 103-25 المؤرخ في 12 مارس 2025 الذي يحدد كيفيات التسجيل في القائمة الوطنية للأشخاص والكيانات الإرهابية. و الشطب منها و الآثار المترتبة على ذلك.
- نظام لجنة الإشراف على التأمينات رقم 01 المؤرخ في 06 نوفمبر 2024، يتعلق بالتزامات الخاضعين في مجال التأمين فيما يخص مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، المعدل و المتمم.
- تعليمية لجنة الإشراف على التأمينات رقم 01 المؤرخة في 21 نوفمبر 2024 تتعلق بالعناية الواجبة اتجاه الزبائن فيما يخص مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، المعدلة و المتممة.
- الخطوط التوجيهية رقم 01 المؤرخة في 01 جوان 2025 المتعلقة بالتقدير الذاتي لمخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل على مستوى شركات التأمين و/أو إعادة التأمين و سمسرة التأمين .
- الخطوط التوجيهية رقم 02 المؤرخة في 01 جوان 2025 المتعلقة بإجراءات العناية الواجبة اتجاه الزبائن على مستوى شركات التأمين و/أو إعادة التأمين و سمسرة التأمين في مجال مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.
- الخطوط التوجيهية رقم 03 المؤرخة في 15 جوان 2025 المتعلقة بتدابير التجميد و/أو حجز الأموال والممتلكات في إطار العقوبات المالية المستهدفة.
- الخطوط التوجيهية رقم 04 المؤرخة في 15 جوان 2025 المتعلقة بتدابير تحديد هوية المستفيدين الحقيقيين والتحقق منها.
- الخطوط التوجيهية رقم 05 المؤرخة في 23 أكتوبر 2025 المتعلقة بالأشخاص المعرضين سياسياً.
- توصيات مجموعة العمل المالي:
 - التوصية 1 بشأن النهج القائم على المخاطر .
 - التوصيتان 6 و 7 بشأن العقوبات المالية المستهدفة .
 - التوصية 10 بشأن واجب العناية الواجبة تجاه العملاء.
 - التوصية 15 بشأن التكنولوجيات الجديدة .
 - التوصية 19 بشأن الدول مرتفعة المخاطر.
 - التوصيتان 24 و 25 بشأن شفافية المستفيدين الحقيقيين .
 - التوصية 26 بشأن الرقابة على المؤسسات المالية .
- المذكرات التفسيرية والأدلة العملية الصادرة عن مجموعة العمل المالي .

تشكل هذه النصوص القاعدة الإلزامية التي تستند إليها سياسات الامتثال والآليات إدارة المخاطر التي يجب على الخاضعين وضعها.



3. التعاريف

لأغراض هذه الخطوط التوجيهية، يقصد بالمصطلحات التالية ما يأتي:

- **الدول عالية المخاطر:** الدول التي تدعو مجموعة العمل المالي إلى اتخاذ تدابير مشددة تجاهها، وأي دول أخرى تحددها خلية معالجة الاستعلام المالي بناءً على تقييمها الوطني.
- **التدابير المشددة:** إجراءات عناية واجبة إضافية تتناسب مع درجة المخاطر.
- **التدابير المضادة:** إجراءات مشددة تحددها السلطات المختصة لتقليل مخاطر التعامل مع الدول عالية المخاطر.
- **الخلية :** خلية معالجة الاستعلام المالي.

4. الغاية المشددة إتجاه الدول الخاضعة للرقابة :

عملاً بأحكام المادة 23 من النظام رقم 01 والمادة 25 من التعليمية رقم 01 المشار إليها، يجب على الخاضعين تطبيق تدابير العناية المشددة، المتناسبة مع مستوى المخاطر، في علاقات أعمالهم وعملياتهم التي تشمل أشخاصاً طبيعيين أو اعتباريين، بما في ذلك المؤسسات المالية، التابعة لدول مصنفة:

- إما من قبل مجموعة العمل المالي (GAFI) باعتبارها تدعو إلى رقابة مشددة،
- أو من قبل خلية معالجة الاستعلام المالي (CTRF) بناءً على تقديرها المستقل للمخاطر العالية لتبسيض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.

تشمل هذه التدابير، على وجه الخصوص:

- جمع معلومات إضافية حول الزبون والعملية: يجب الحصول على معلومات إضافية حول الزبون و المستفيد الحقيقي وتحديث بيانات التعريف بتوالر متقارب. كما يلزم التحقق الدقيق من مصدر الأموال والثروة للتأكد من شرعيتها.
- تعزيز إجراءات الموافقة : تتطلب علاقة الأعمال مع الزبائن المرتبطين بدول عالية المخاطر الحصول على ترخيص من المديرية العامة أو مجلس المديرين قبل إنشاء أو موافقة أي علاقة عمل أو تنفيذ أي عملية عارضة. يجب توثيق أسباب الموافقة أو الرفض في السجلات الرسمية لضمان الشفافية والمساءلة.
- الحد من أنواع المنتجات أو الخدمات المقدمة : يتعين على الخاضعين تقييد نطاق المنتجات والخدمات المالية و التأمينية المقدمة للزبائن من الدول عالية المخاطر، مع تحذير تقديم الخدمات المعقدة أو عالية الخطورة التي قد تزيد من احتمالية استخدامها في أنشطة غير مشروعة.

- **المراقبة المشددة والمتركرة لعلاقات الأعمال:** تُعتبر المراقبة المشددة والمتركرة إلزامية لعلاقات الأعمال ذات المخاطر العالية. يجب على الخاضعين مراجعة ملفات مخاطر هؤلاء الزبائن بانتظام ومراقبة أنماط معاملاتهم للكشف عن أي نشاط غير عادي أو مشبوه.
- **الإبلاغ المنهجي عن الشبهات إلى الخلية:** يجب تقديم تقرير الشبهة "دون تأخير". يلزم إرسال الإخطار، ويفضل أن يكون ذلك قبل تنفيذ العملية، لتمكين الخلية من ممارسة حقها في الاعتراض. كما يتبع على الخاضعين إبلاغ الخلية بأي محاولة لعملية مشبوهة ويجب عليهم الامتناع عن إجراء العملية بمجرد وجود شبهة.

5. التدابير المضادة للدول عالية المخاطر:

عملاً بأحكام المادة 23 من النظام رقم 01 الصادر عن لجنة الإشراف على التأمينات، والمادة 25 من التعليمية رقم 01 الصادرة عن لجنة الإشراف على التأمينات المشار إليها، يلتزم الخاضعون بتطبيق تدابير العناية الواجبة المشددة والتدابير المضادة، وذلك بما يتناسب مع مستوى المخاطر، تجاه علاقات الأعمال والعمليات المالية و التأمينية التي تتم مع الأشخاص الطبيعيين و المعنويين من الدول التي تدعو مجموعة العمل المالي إلى اتخاذ إجراءات مضادة بشأنها، أو تلك التي تصنفها خلية معالجة الاستعلام المالي، بناءً على تقييمها المستقل، على أنها تمثل مخاطر عالية لتبسيض الأموال أو تمويل الإرهاب أو تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.

تشمل هذه التدابير:

- **حظر أو تقييد بعض العمليات:** يمكن للتعاميم الدورية الصادرة عن الخلية أن تفرض قيوداً على المعاملات، أو حتى قرارات أكثر صرامة، مثل التعليق أو الإنهاء الكامل لعلاقات الأعمال إذا لزم الأمر.
- **حظر التوسيع :** يجب على الخاضعين الامتناع عن إنشاء أو توسيع أنشطتهم في هذه الدول، ولا سيما من خلال فتح فروع أو شركات تابعة أو مكاتب تمثيل. يجب أيضاً إخضاع قرارات الاستثمار في هذه الأسواق لمراجعة دقيقة لتقليل التعرض للمخاطر المحتملة.
- **الحد من علاقات الأعمال:** يتضمن ذلك تقليل حجم علاقات الأعمال أو تعليقها إذا اقتضت المخاطر ذلك. يجب إخطار الزبائن مسبقاً بهذه القيود لضمان الامتثال للشروط التعاقدية.
- **المراقبة المشددة والتحليل المفصل:** يجب على الخاضعين تطبيق تدابير العناية المشددة على علاقات الأعمال التي تتم مع أشخاص طبيعيين واعتباريين وكيانات قانونية تابعة للدول الخاضعة للعقوبات.
- **إعادة التقييم الدوري للعلاقات القائمة:** يجب إخضاع العلاقات القائمة مع شركات التأمين و/أو إعادة التأمين و سراسرة التأمين في هذه الدول لمراجعة دورية. يجب اتخاذ قرارات مستنيرة بشأن تعديل أو إنهاء هذه العلاقات، بناءً على تقييم شامل للمخاطر المرتبطة بها.

6. الحوكمة وآليات التنفيذ:

يجب إبلاغ مجلس إدارة أو مجلس مراقبة الخاضع بشكل دوري بمدى تعرض الخاضع للدول عالية المخاطر. يجب أن تتضمن السياسات الداخلية إدارة المخاطر المرتبطة بهذه الدول بشكل صريح. يتولى مسؤول المطابقة لمكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل مسؤولية المصادقة على الآليات الداخلية المتعلقة بهذه التدابير والإشراف عليها.

يجب على الخاضعين:

- وضع إجراءات داخلية مكتوبة ومصاغة بشكل رسمي تحدد بوضوح مسؤوليات ومهام كل قسم.
- وضع نظام رقابة داخلية يسمح بالكشف عن الحوادث، واتخاذ الإجراءات التصحيحية، وإبلاغ الإدارة.
- تدريب منتظم لموظفيهم على اكتشاف المخاطر المرتبطة بالدول عالية المخاطر وآليات تنفيذ السياسات المقررة.
- الاستعانة بأنظمة مراقبة وكشف لتحليل العمليات المشبوهة، مع التحديث المستمر لقواعد بيانات الزبائن والدول عالية المخاطر، مما يتيح إدماجاً سريعاً ومنهجياً لقواعد القوائم الصادرة عن مجموعة العمل المالي والخلية.

7. التعاون مع السلطات وتعزيز القوائم:

يُعد التعاون مع السلطات ركيزة أساسية في المنظومة. يجب على الخاضعين:

- إرسال المعلومات والإبلاغات ذات الصلة إلى الخلية دون تأخير: يلزم الرد السريع على أي طلب معلومات أو تعليمات صادرة عن الخلية. لا يمكن الاحتجاج بالسر المهني ضد الخلية.
- إخطار لجنة الإشراف على التأمينات بالتدابير المنفذة: يجب على الخاضعين أن يقدموا، بمناسبة التقرير السنوي حول منظومة الوقاية و مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، تقارير دورية و مفصلة عن الإجراءات المتخذة بشأن الزبائن والعمليات المرتبطة بالدول عالية المخاطر.
- آلية تعزيز القوائم: في إطار تطبيق أحكام المادة 10 مكرر 11 من القانون رقم 05-01، المعدل و المتمم، و عملاً بمتطلبات التوصية 19 من توصيات مجموعة العمل المالي ، تقوم خلية معالجة الاستعلام المالي، بالتنسيق مع لجنة الإشراف على التأمينات، بإبلاغ الخاضعين بصفة دورية أو كلما اقتضت الضرورة، بالمعلومات والتوجيهات المتعلقة بأوجه الضعف و القصور التي يتم تحديدها في أنظمة مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب للدول الأجنبية، والتي قد تؤثر على سلامة المعاملات المالية الدولية.

ويتعين على الخاضعين، فور تلقي هذه الإخطارات أو التحذيرات، اتخاذ التدابير المناسبة لتقدير المخاطر الناشئة عنها وتطبيق إجراءات العناية الواجبة المشددة أو التدابير المضادة، وفقاً لدرجة الخطر المحددة.

ويتم نشر هذه الإفادات والتوجيهات من قبل خلية معالجة الاستعلام المالي عبر موقعها الإلكتروني أو من خلال التعاميم الرسمية، ضماناً للتنفيذ الفوري والفعال لهذه التدابير من طرف جميع الخاضعين.

8- المراجعة الدورية :

تخضع هذه الخطوط التوجيهية للمراجعة الدورية من قبل لجنة الإشراف على التأمينات وخلية معالجة الاستعلام المالي، أو عند ورود تحديث من مجموعة العمل المالي.

9- العقوبات

يُعرض أي إخلال بالالتزامات المنصوص عليها في هذه الخطوط التوجيهية الخاضع للعقوبات المنصوص عليها في التشريع الساري المفعول.

رئيس لجنة الإشراف على التأمينات

رئيس لجنة الإشراف على التأمينات

إمضاء: حاج محمد سبع

